

SOMMAIRE

	Page
SYNTHESE	2
A. L'activité économique nationale au 31 décembre 2005	
I. La production énergétique	
1. <i>La production d'eau courante</i>	6
2. <i>La production de l'énergie électrique</i>	7
II. La Chaîne des Transports, le Tourisme et les Télécommunications	
1. <i>Le transport maritime</i>	8
2. <i>Le transport aérien</i>	11
3. <i>Le transport routier</i>	16
4. <i>Le transport ferroviaire</i>	17
5. <i>Le tourisme</i>	
6. <i>Les Télécommunications</i>	
III. La Création d'Activités et l'Emploi	
1. <i>Le secteur privé</i>	22
2. <i>L'emploi</i>	23
IV. Les prix à la consommation	25
B. Le Budget de l'Etat au 31 décembre 2005	
I. Le tableau des opérations financières de l'Etat	27
II. Le programme des investissements publics	31
C. La situation monétaire au 31 décembre 2005	
I. Evolution des Agrégats Monétaires	33
II. La Contrepartie de la Masse Monétaire	35
D. Divers dossiers :	
I. Aperçu sur la situation des Entreprises publiques	
II. Tableaux des indicateurs économiques et financiers	

SYNTHESE

EVOLUTION DE L'ECONOMIE NATIONALE

Au terme de l'année 2005 et au vu des contraintes d'ordre exogènes (le renchérissement des prix des produits pétroliers et l'appréciation de l'euro par rapport au dollar américain), le bilan de l'économie djiboutienne a été dans son ensemble marqué par des résultats et des performances plutôt encourageants. En témoignent les évolutions constatées par rapport à l'année 2004 et dont voici ci-dessous une synthèse succincte.

- La croissance réelle du PIB est estimée à 3,2% entre les deux années. Cette croissance a été soutenue par les branches du Bâtiment et Travaux publics (+12%), le Commerce et Tourisme (+4%), les Transports et les télécommunications (+3,5%) ainsi que la branche Eau et Electricité (+3,5%).
- Le secteur des Transports, maillon fort de l'Economie nationale a été caractérisé par une importante activité portuaire qui a vu son volume **augmenter** dans l'ensemble de 12% (+10% à l'entrée et + 27% à la sortie) et un trafic aérien qui continue d'afficher des résultats positifs caractérisés des hausses des mouvements d'avions (+6%) et du volume du fret (+11%).

Par ailleurs, la branche des télécommunications enregistre une augmentation de son activité en volume notamment dans le domaine de la téléphonie mobile où le nombre **d'abonnés** est en hausse continue (+30%) de même au niveau des clients abonnés à l'Internet (+17%).

- Concernant l'évolution du niveau général des prix, l'indice des prix à la consommation (IPC) a progressé de 3,5% entre 2004 et 2005, ce taux reste légèrement supérieur à celui constaté il y a un an (3,1%).
- D'autre part, la masse monétaire a progressé de 11% par rapport à son niveau de l'année 2004, et cela sous l'impulsion des dépôts en devises (+17%) et dans une moindre mesure des dépôts en monnaie nationale (+ 4,7%). Quant aux contreparties de la masse monétaire, le crédit à l'économie a connu une légère hausse de 0,9% alors que les avoirs extérieurs nets ont réalisé un bond de 12% d'une année à l'autre.

- Sur le plan de l'exécution budgétaire, les résultats enregistrés au cours de cette année sont plutôt positifs. En effet, malgré la baisse de 4% des dons officiels, les opérations financières de l'Etat ont dégagé un excédent (recettes et dons moins dépenses totales) base ordonnancement de 333 millions FD (+0,26% du PIB) comparé à un déficit de 2,512 milliards FD constaté en 2004.

Par ailleurs, si on considère le déficit courant (recettes intérieures diminuées des dépenses courantes), on assiste à un excès de l'ordre de 4,262 milliards FD, soit 3,4% du PIB. Cette performance a été obtenue grâce aux efforts réalisés dans les recettes intérieures (+14,5%) et la poursuite de la maîtrise des dépenses courantes (-2%).

- Le marché du travail a été caractérisé par une création d'emplois en progression de 39% et par un nombre de suppressions en recul de 12%. Les secteurs pourvoyeurs d'emplois ont été par ordre d'importance celui de la Restauration/hôtellerie, du Bâtiment et enfin celui du Commerce (gros et spécialisés).

L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1. La Conjoncture économique internationale

Après avoir enregistré une forte croissance en 2004 (4,5%), l'économie mondiale s'est ralentie en 2005 (3,5%), à mesure que les capacités de production des pays importateurs de pétrole se heurtent à des contraintes liées à la flambée des prix. Néanmoins, l'expansion économique mondiale est restée soutenue, confortée par une situation favorable sur les marchés monétaires et financiers et par une maîtrise de l'inflation. En 2006, la croissance économique mondiale devrait se stabiliser à 3,5% environ.

Dans les pays industrialisés, la conjoncture économique a été relativement contrastée. L'Europe continue d'enregistrer une croissance inférieure à son potentiel alors qu'aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et au Japon, la croissance reste supérieure à son taux moyen de long terme. Dans ces derniers pays, les conséquences de l'envolée des cours du pétrole sur les moteurs de la croissance économique sont relativement bien circonscrites et la consommation intérieure a soutenu le marché de l'emploi. Dans l'ensemble de la zone OCDE, le taux de croissance moyen annuel est estimé à 2,7% en 2005 contre 3,4% en 2004.

Ce ralentissement résulte essentiellement des pays anglo-saxons et dans une moindre mesure du Japon. Les taux de croissance économique aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et au Japon sont respectivement estimés à 3,4%, 2,0% et 1,7% en 2005 contre 4,4%, 2,6% et 3,4% en 2004. Dans la zone euro, la croissance économique a souffert de la faiblesse de la consommation privée, affectée par l'appréciation de l'euro face aux monnaies des partenaires commerciaux. Le taux de croissance de la zone est passé à 1,3% en 2005 après 1,8% en 2004, soit en dessous de sa croissance potentielle.

Dans les pays en développement en 2005, le taux de croissance économique, estimée globalement à près de 5,9%, est jugée vigoureuse, malgré un ralentissement de près d'un point de pourcentage par rapport à 2004, ce ralentissement est provoqué par les pays importateurs de pétrole, exceptés la Chine et l'Inde qui ont enregistré des taux de croissance respectifs de plus de 9% et de près de 7%.

Dans les pays exportateurs de pétrole, le taux de croissance économique s'est pourtant replié, passant de 6,6% en 2004 à 5,7% en 2005, alors que les recettes pétrolières ont progressé. Ce ralentissement est principalement lié à la baisse des capacités excédentaires de production dans le secteur du pétrole.

En Afrique subsaharienne, le taux de croissance économique s'est stabilisé à 4,5% environ en 2005, essentiellement soutenu par les pays grands exportateurs de produits de base, notamment le pétrole et les métaux. En Afrique de l'Ouest, la bonne campagne agricole en 2005 et la fermeté du marché des matières premières industrielles ont stimulé la croissance de la sous région.

2. Le Commerce mondial

Le fléchissement observé sur les échanges internationaux reflète le repli marqué de la croissance économique mondiale en 2005 comparativement à 2004. Ce ralentissement concerne notamment les pays industrialisés dont le volume des exportations a progressé à un rythme modéré de 4%, durant la première moitié de 2005, sur une base annuelle.

Quant aux pays en développement, leurs exportations sont jugées relativement solides, avec un rythme d'accroissement de 12%, hors la Chine dont les exportations ont progressé à un rythme de 24%, conforté par l'abolition des contingents au titre de l'accord sur le textile. Les marchés des produits de base ont fortement influencé l'évolution des échanges commerciaux. Dans les pays en développement producteurs de pétrole, les exportations de marchandises sont restées vigoureuses malgré une légère baisse en 2005.

S'agissant des pays importateurs de pétrole, notamment à revenu faible, le ralentissement du volume des marchandises importées est en partie expliqué par la flambée des prix des produits pétroliers. Globalement, le volume du commerce mondial de marchandises devrait progresser de 7,7% en 2005 contre 8,5% un an auparavant.

3. Le Marché des capitaux

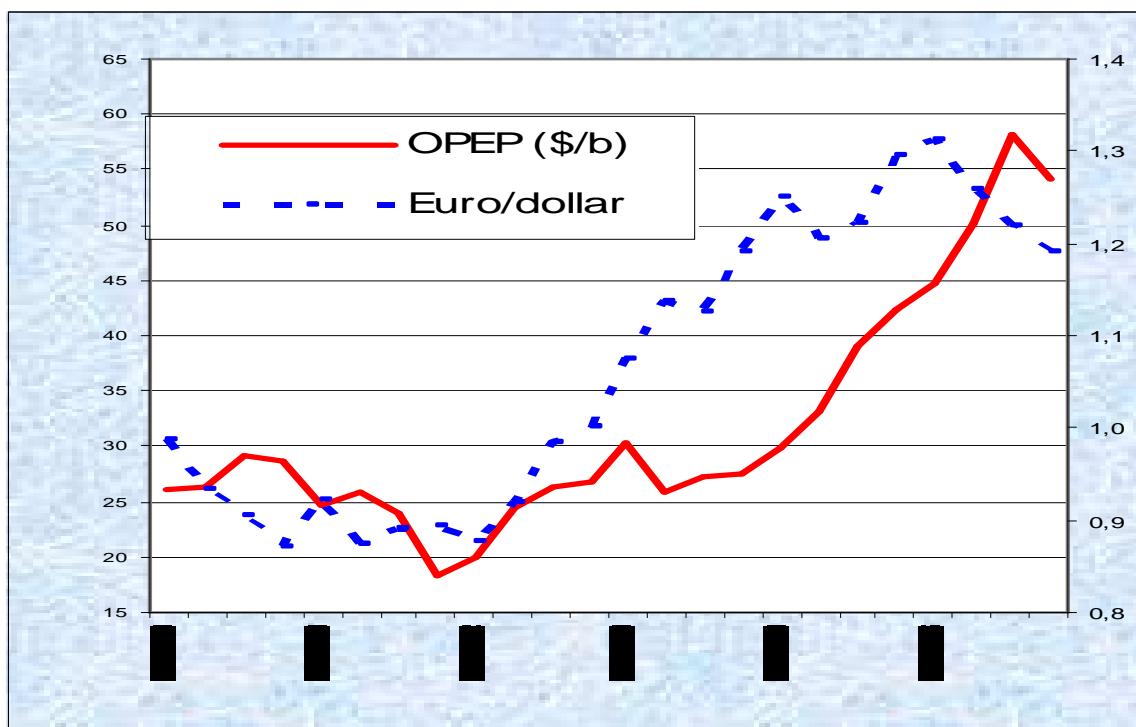
Le marché des capitaux est caractérisé, en 2005, par la pause dans la phase d'ajustements des taux de changes depuis plusieurs années. La dépréciation tendancielle du dollar par rapport aux principales monnaies occidentales s'est interrompue. Le renforcement du dollar vis-à-vis de l'euro s'explique principalement par la hausse des taux d'intérêt à court terme aux Etats-Unis et la baisse des taux à long terme en zone euro. Les autorités monétaires américaines sont préoccupées par les risques d'inflation alors que les européens cherchent une solution aux faibles performances de leur économie.

Au quatrième trimestre de 2005, le dollar s'est apprécié par rapport à l'euro de 2,5%, en variation trimestrielle, et de plus de 8%, en glissement annuel. Toutefois, sur l'ensemble de l'année 2005, le dollar s'est légèrement déprécié de 0,1% en moyenne face à la monnaie européenne.

L'évolution des cours des produits de base en 2005 est globalement caractérisée par une forte progression sur les marchés des matières premières énergétiques et industrielles, contrastant avec un ralentissement des prix des matières premières alimentaires, tiré par les denrées tropicales.

Sur le marché pétrolier, la fermeté observée sur les cours en 2005 a été essentiellement soutenue, notamment durant le troisième trimestre, par une forte demande mondiale face à une offre limitée, perturbée et livrée à la spéculation. Au quatrième trimestre de 2005, en raison du rétablissement progressif de l'équilibre entre les fondamentaux du marché, les prix ont commencé à fléchir quoique demeurant élevés. En variation trimestrielle, le prix du baril de pétrole a baissé de près de 7% contre une hausse de plus de 28%, en glissement annuel.

Graphique : Cours des marchés du pétrole et de l'euro par rapport au dollar



A- L'Activité Economique Nationale au cours de l'année 2005

I – La production énergétique

1 – Production et Consommation d'eau

Statut	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Variation	
				03/04	04/05
Production (en millier m³)	13 497	13 472	13 528	- 0,2%	+0,4%
- Djibouti-ville	11 494	11 803	11 549	+2,7%	-2,2%
- Districts	2 003	1 669	1 979	-16,7%	+18,6%
Consommation (en millier m³)	8 874	9 182	9 427	+3,5%	+2,7%
- Djibouti-ville	7 763	7 929	8 319	+2,1%	+4,9%
- Districts	1 111	1 253	1 108	+12,8%	-11,5%
Pertes sur le réseau	34,3 %	31,8%	30,3%	-7,1%	-4,7%
- Djibouti-ville	32,5 %	29,3%	28%	-9,8%	-4,4%
- Districts	44,5 %	25,0%	44%	-43,8%	+76%
Nombre d'abonnés	14 957	15 634	16 322	+4.5%	+4,4%

Source : ONED

Au cours de l'année 2005, le volume de la production d'eau courante s'est établi à 13, 528 millions de m³ soit une légère hausse de 0,4% par rapport à l'année dernière.

La production dans Djibouti-ville a enregistré une baisse de 2,2% alors que celle des districts de l'intérieur a augmenté de 18,6%.

Parallèlement à la production, le volume de la consommation facturée qui se fixe à 9, 427 millions de m³ a connu une hausse de 2,7% comparé au volume de l'année 2004. Cette hausse est constatée au niveau de la capitale (+ 4,9%) tandis qu'on assiste à une diminution de 11,5% du volume de la consommation dans les districts du pays.

Par ailleurs, les pertes sur le réseau ont diminué de 4,7% par rapport à l'année précédente avec un taux de 30,3% en 2005, mais restent quand même importantes et correspondent à 4,101 millions de m³ d'eau produite et non facturée.

Enfin, le nombre d'abonné à l'ONED, qui se chiffre à 16 322 a progressé de 4,4% sur un an.

2 – Production & Consommation de l'énergie électrique (en MWh)

Statut	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Variations	
				2003/2004	2004/2005
Energie produite (MW)	259 633	271 026	302 979	+4,2%	+11,8%
Energie consommée (MW)	204 984	223 903	219 735	+9,2%	-1,8%
Taux de rendement	78,9%	82,6 %	72,5%	+4,7%	-12,2%
Nombre d'abonnés	32 270	33 209	34 594	+3%	+4,2%
Prix moyen au kWh en FD	42,82	41,50	50,66	-3%	+22%

Source : EDD

L'énergie produite au cours de l'année 2005 qui correspond à une puissance de 302 979 MW est en hausse de 11,8% par rapport à la production de l'année 2004.

L'énergie consommée a par contre enregistré une légère baisse de 1,8% et s'établit à 219 735 MW en 2005 contre 223 903 MW en 2004.

Ainsi, il ressort en 2005 un taux de rendement (rapport entre consommation et production) de 72,5%, taux qui est en baisse de 12% par rapport à celui de l'année 2004.

Le nombre d'abonnés continue sa progression (+ 4,2%) et atteint le chiffre de 34 594 au 31 décembre 2005.

Enfin, après avoir baissé de 3% en 2004, le prix moyen de vente du KW qui s'établit à 50,66 FD a augmenté de 22 % au cours de l'année 2005.

II – La Chaîne des transports, les Télécommunications et le Tourisme

1 – Le transport Maritime au 31 décembre 2005

A l'entrée (en tonnes)

Statut	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Variations	
				2003/2004	2004/2005
<u>Marchandises sèches</u>	3 457 718,58	2 661 620,81	3 024 144	- 25%	+13,6%
Djibouti	352 824,53	342 550,57	277 645	- 3 %	-19%
Ethiopie	2 593 750,89	2 290 382,22	2 723 234	- 11,6%	+18,8%
Somalie	510,06	1 063,83	242	+ 108 %	-77%
Transbordement	510 633,10	27 624,22	23 023	- 94,5%	-16,6%
<u>Hydrocarbures</u>	1 442 555,64	1 485 069,90	1 543 589	+ 3%	+3,4%
Djibouti	204 949,74	194 242,29	284 319	- 5,2%	+46,3%
Ethiopie	1 237 530,72	1 290 827,61	1 259 270	+ 4,3%	-2,4%
Transbordement	75,18	0,00	0		0%
TOTAL	4 900 274,22	4 146 690,74	4 567 733	- 15%	+10%

Source : PAID

Le volume des marchandises sèches à l'entrée du port s'élève à 3 024 144 tonnes pour l'année 2005 contre 2 661 620 tonnes en 2004, soit une progression annuelle de 13,6 %.

Cette hausse résulte des importations éthiopiennes de marchandises sèches qui ont progressé de 18,8% et qui à elles seule représentent 90 % des importations. Les rubriques qui contribué à cette augmentation sont : les Produits agricoles de l'élevage (+67,3%) et les Produits des industries alimentaires (+10 %).

Toutes les autres postes des importations ont subi des baisses plus ou moins importantes : Djibouti (-19%); Somalie (-77 %) ; le trafic du Transbordement (-16,6 %).

Quant aux importations d'hydrocarbures, leur volume a connu une augmentation de 3,4 % en passant de 1 485 069 en 2004 à 1 543 589 tonnes en 2005.

Les importations d'hydrocarbures djiboutiennes ont beaucoup contribué à ces résultats (+ 46,3%). On assiste à une reprise de ces importations d'hydrocarbure djiboutienne puisqu'elles affichaient une diminution de 5,2 % à la fin de l'année 2004. Par contre, les importations éthiopiennes d'hydrocarbure enregistrent une légère baisse de 2,4 %.

Dans l'ensemble, le trafic au débarquement (Marchandises et hydrocarbures) qui représente un volume de 4 567 733 tonnes en 2005 s'est accru de 10%.

A la Sortie (en tonnes)

Statut	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Variations	
				2003/2004	2004/2005
<u>Marchandises sèches</u>	966 162 ,07	641 243,99	814 218	- 33,6%	+27%
Djibouti	4 172,71	4 192,78	14 275	+ 0,5%	+240%
Ethiopie	338 889,36	433 715,95	632 237	+ 28%	+45,7%
Somalie	94,35	44,70	0	-52%	0
R.Transbordement	623 005,65	203 290,56	167 705	- 67,3%	-17,5%
<u>Hydrocarbures</u>	75,18	16,00	0	- 78,6%	0
TOTAL	966 237,25	641 259, 99	814 218	- 34%	+27%

Source : PAID

Le trafic des marchandises en volume à la sortie du port a également connu une hausse d'activités de 27%.

Grâce notamment aux exportations de marchandises sèche de Djibouti qui enregistrent une hausse significative de 240%. Les produits concernés sont : les Produits agricoles, de l'élevage et de la pêche (plus particulièrement les produits céréaliers), les Métaux et ouvrages Métalliques et produits chimiques (Peintres, vernis, enduits explosifs ...), les produits dérivés du pétroles et autres combustibles (déchets de pétrole), les produits dérivés et transactions spéciales. Il s'agit là d'une activité de réexportation à partir du port de Djibouti.

Les exportations éthiopiennes de marchandises sèches ont atteint un volume de 632 237 tonnes en 2005, soit 45,7% de hausse par rapport à 2004. Cette hausse a été soutenue par les produits agricoles, de l'élevage et de la pêche (+ 47 %) et les produits des industries alimentaires (+ 39,8 %).

Avitaillement (en tonne)	Année 2004	Année 2005	Variation 04/05
Eau	41 367	39 030	-6%
Soutage	17 848	10 935	-39%
Total	59 215	49 965	-16%

ENSEMBLE (tonne)	Année 2004	Année 2005	Variation 04/05
Entrée	4 146 690	4 567 733	+10%
Sortie	641 260	814 218	+27%
Avitaillement	59 215	49965	-16%
Total	4 847 165	5 431 916	+12%

Dans l'ensemble l'activité portuaire dégage des résultats satisfaisants et enregistre un volume total de 5 431 916 tonnes, lequel s'est traduit par une hausse globale de 12 % comparé au trafic de l'année 2004.

1 – Le transport aérien au 31 décembre 2005

Statistiques du trafic commercial de l'Aéroport International de Djibouti
 Au cours de l'année 2005 (arrivées + départs)

Compagnie	Mouvements d'avions		Passagers locaux *		Fret (tonnes)	
	Année 2004	Année 2005	Année 2004	Année 2005	Année 2004	Année 2005
Air France	212	206	17 537	17 687	1 024	930
Ethiopian	840	926	17 296	17 221	2 725	3 327
Yemenia	528	498	19 063	24 872	346	426
Dallo Airlines	1 760	1 778	31 697	28 268	1 175	1 280
Djib Airlines	1 682	1 406	28 096	21 906	2 478	2 098
Kenya Airways	62	208	1 031	6 093	5	62
COTAM	162	110	9 688	7 930	460	284
ONG	80	12	0	0	0	0
Erythrean Air	0	328	0	5 509	0	47
British Airways	282	124	3 738	1 057	42	18
Divers	11 126	12 238	1 385	2 791	1 175	2 037
TOTAL	16 834	17 834	129 531	133 334	9 430	10 510
Variations		+5,9%		+ 2,9%		+ 11,5%

Source AID (service marketing)

(*) Hors transit.

L'analyse de variation du trafic pour l'année 2005 par rapport l'année 2004 qui va suivre résulte essentiellement des contacts que les responsables du département marketing et en particulier M. Nadim Saleh cadre marketing ont menés auprès des transporteurs concernés afin de mieux cerner la tendance qui se dégage dans la plupart des rubriques.

Cette tendance positive est à mettre au crédit de la nouvelle politique des autorités qui gèrent l'aéroport de Djibouti (Dubaï Ports World). Ces dirigeants accordent une importance particulière pour rehausser le trafic aérien par la mise en place de différents politiques à savoir le démarchage auprès de nouvelles compagnies, l'investissement pour les équipements modernes, le développement des infrastructures aéroportuaires etc..

L'année 2005 a été très prolifique de part l'aménagement et la construction de nouvelles infrastructures principalement des concepts spécifiques aux idées du Directeur de l'aéroport M. Jan Zevenbergen , pour remédier aux manques d'informations, de communications et d'accueil des années précédentes à l'aéroport de Djibouti.

La division Marketing a aussi largement contribué à l'évolution du trafic aérien de Djibouti. En effet, elle a réalisé des performances notables dans ses activités. Le département Marketing sous l'impulsion de son chef, M. Mohamed Elmi, entreprend de nombreuses démarches auprès des compagnies aériennes dans le but de développer le trafic régulier et le charter.

On constatera que pour la plupart des rubriques qui caractérisent le trafic commercial de l'aéroport pour toutes les compagnies, l'exploitation de la plate forme aéroportuaire tend de plus en plus à s'accroître.

Au vu des investissements réalisés pour la rénovation des infrastructures aéroportuaires, la nouvelle vision de la direction générale qui mise sur l'ouverture de nouvelles dessertes, la mise en place d'une politique de communication et de stratégie commerciale pour attirer de nouvelles compagnies, l'aéroport de Djibouti devra connaître une croissance sensible pour l'année 2006.

Les chiffres clés du trafic aérien de l'aéroport de Djibouti pour l'année 2005 ont été les suivants :

- Mouvements : + 5,9%
- Passagers : + 2,9%
- Transit : + 47,2%
- Fret : +11,5%

Les faits importants qui ont caractérisés le trafic commercial de l'Aéroport pour l'année 2005 pour toutes les compagnies desservant l'Aéroport international de Djibouti.

- Le début de la nouvelle compagnie Erytrean Airlines vers la mi-février 2005 et sa fréquence à destination d'Asmara et surtout vers Dubaï en Boeing 767 est en plein boom puisqu'elle réalise des bonnes performances au niveau des passagers pour cette destination. Les passagers et commerçants ainsi que les hommes d'affaires préfèrent emprunter cette compagnie en raison du prix presque égal avec celui de Daloo avec l'avantage d'être en bœing 767 et surtout pour les horaires de départ et arrivée plus adaptés pour les voyageurs.
- L'acheminement des produits pharmaceutique vers Addis par Ethiopian Airlines (plus de 900 tonnes) en janvier, septembre et pour le dernier trimestres 2005.
- L'augmentation du nombre de passagers pour Yemenia + 30,5%.
- La rotation pour l'acheminement du khat au profit de Ethiopian Airlines (4 jour sur 7) d'où le résultat positif au niveau du fret pour cette compagnie : + 22%.
- La baisse des fréquences des vols et de passagers pour certaines compagnies régulières comme Dallo et Djibouti Airlines).

- L'arrêt des vols de Yemenia vers Taiz à partir de mi septembre (fin des vacances).
- L'arrêt du deuxième vol Dalloo vers Paris vers mi septembre.
- La suppression d'un vol vers Dubaï pour la compagnie Djibouti Airlines en septembre alors qu'elle assurait deux vols /semaine durant les mois précédents (raisons économiques).
- La suppression de certains vols vers la Somaliland pour Djibouti Airlines et Dalloo pour des raisons économiques en septembre (mercredi et dimanche pour Dalloo, lundi et jeudi pour Djib Airlines).
- L'augmentation du nombre de passagers pour Yemenia qui dessert Marseille à partir de Djibouti le Dimanche soir, beaucoup de militaires français basés à Djibouti prennent ce vol.

1. Air France

Le trafic passager a légèrement progressé par rapport à celui de 2004, parce que la compagnie a su recadrer sa stratégie commerciale, en proposant des prix attractifs pour la période d'hiver et un rabaissement des prix pour l'été. Les passagers transportés par cette compagnie représentent 13% du total des passagers de l'année 2005.

Par ailleurs, la compagnie a transportée beaucoup de djiboutiens pour passer les fêtes religieuses musulmanes d'octobre/novembre 2005 à Djibouti et de touristes français pendant la période de vacances de fin d'année 2005 (Noël et réveillon) ainsi que pour les grandes vacances scolaires.

Quant au fret, l'ensemble est constitué par des marchandises périssables, de journaux de presse et du matériel pour les forces américaines à Djibouti.

2. COTAM

La totalité des passagers qui utilisent cette compagnie sont des militaires français qui viennent effectuer leur service à Djibouti ou retourner en France (soit 5% du total).

3. ETHIOPIAN

- Mouvements : -1,5 %
- Passagers : -1,4 %
- Fret : + 22 %
- Transit : -51%

La compagnie subit une légère baisse au niveau des mouvements (-1,5%) et ce malgré qu'elle ait récupérée le système de rotation pour l'acheminement du khat à son profit. La compagnie a réalisé cette année des bons résultats au niveau de l'activité du fret (+ 22%). la compagnie parvient à tirer son épingle

du jeu en se concentrant sur le transport des produits pharmaceutiques vers l'Ethiopie dans le cadre d'un don au ministère de la santé éthiopien, ces opérations ont drainé sur l'aéroport un fort trafic (soit plus de 900 tonnes de marchandises au départ de Djibouti).

Cette baisse des mouvements résulte aussi par l'annulation de quelques vols acheminant le khat en raison de pannes techniques, et par la forte diminution des vols dits « techniques ou transitaires » de passage à Djibouti pour l'approvisionnement en carburant (vols à destination de Bangkok et Bombay).

4. YEMANIA

- Mouvements : -5,7 %
- Passagers : + 30,5%
- Fret : + 95,3 %
- Transit : + 23,7 %

La légère baisse au niveau des mouvements s'explique par l'arrêt des vols de Yemenia vers Taïz à partir de mi septembre (fin des vacances).

Malgré le report de certains passagers vers la compagnie Djibouti Airlines qui partent vers Aden surtout en juin et juillet 2005 du fait du prix bas (low cost) pratiquée Djibouti Airlines, Yemenia enregistre une hausse par le flux de commerçants yéménites surtout en période des fêtes. Elle reste la seule compagnie qui dessert Marseille (via Sanaa) à partir de Djibouti le dimanche.

Le fret est caractérisé par l'importation des fruits et légumes pour les supermarchés locaux ainsi que des vêtements et chaussures pour les commerçants de la place à l'approche des fêtes religieuses musulmanes (novembre 2005) ainsi que des équipements de constructions.

5 .DAALLO

- Mouvements : + 1%
- Passagers : -10,8%
- Fret : + 9%
- Transit : + 22,6%

On constate une baisse pour cette compagnie régulière au niveau des passagers car la compagnie a annulé d'abord certains de ces vols en direction de la somalie (pannes technique en février 2005), de plus elle assure un vol vers Paris /semaine en période d'hiver, la reprise de ce vol a été assuré à partir de juin 2005. Cette compagnie a transporté 21% de l'ensemble des passagers de l'année 2005.

On remarque que depuis un certain temps Daloo subit indirectement la concurrence d'Air France pour les passagers à destination et en provenance de Paris, on note une baisse des passagers pour cette destination et cela s'explique par la préférence des passagers pour Air France qui propose des

prix attractifs ainsi que d'un service de meilleure qualité et un maximum de sécurité dans une période où les compagnies à prix bas (charters) sont visées par l'O.A.C.I. (Organisation internationale de l'Aviation Civile).

La compagnie perd aussi beaucoup de passagers à destination de Dubaï au profit d'Erytrean airlines qui propose des avantages non négligeables pour les passagers (horaires des vols, bœing 767, confort sécurité). Le transport de pèlerins vers la Mecque n'a commencé que vers la fin décembre.

Pour le fret acheminé vers Djibouti, l'ensemble est composé par du fret périssable (fruits) en provenance de Mogadishu et du fret en provenance de Dubaï notamment lors des fêtes religieuses.

6/ DJIBOUTI AIRLINES

- Mouvements : -16,4%
- Passagers : -22%
- Fret : -15,3%
- Transit : +64,8%

Malgré sa stratégie commerciale qui est basée sur les bas prix, cette compagnie subit une baisse dans la plupart des rubriques à part le transit, par rapport à 2005 pour les raisons majeures :

- Elle perd la rotation des mouvements de l'acheminement du khat, à savoir 4 jours par semaine au profit d'Ethiopian Airlines.
- La concurrence d'Erytrean airlines pour les passagers à destination de Dubaï (les mêmes explications que pour Dalloo).
- La concurrence au niveau des passagers pour la desserte d'Addis de la part de Kenya Airways et de Ethiopian Airlines.
- La suppression d'un vol vers Dubaï en septembre alors qu'elle assurait deux vols par semaine durant les mois précédents (raisons économiques) et l'annulation de certains vols vers la Somaliland en septembre 2005.

7/ KENYA AIRWAYS

La compagnie a pris le relais de British Airways puisqu'elle assure les mêmes dessertes. Elle achemine généralement des hommes d'affaires pour Nairobi et concurrence Ethiopian airlines et Djibouti airlines pour la desserte d'Addis (vol du jeudi matin). Cette compagnie a transporté 4,5% du total des passagers en 2005.

8 /Les vols « DIVERS »

- Mouvements : +10%
- Fret : + 73,4%
- Passagers : +101,5%
- Transit : + 241,2%

L'essentiel du fret acheminé est constitué par du matériel logistique militaires très lourd pour les forces américaines basées à Djibouti en provenance du Caire et Rumlstein en Allemagne, fret acheminé surtout par des transporteurs non réguliers .

4 – Le Transport Routier

Evolution des mouvements des camions

	ANNEE 2003	ANNEE 2004	ANNEE 2005	Variation 2003/2004	Variation 2004/2005
B.T.E	82 923	78 764	89 002	- 5%	+13%
Total	10 883	10 329	13 020	- 5%	+26%
Mobil	9 101	7 641	9 299	- 16%	+21,7%
PK 51	24 292	23 519	36 205	- 3%	+24%
Transit Somaliland	1 126	404	1 261	- 64 %	+212%
Ensemble des bureaux	128 325	120 657	148 787	- 6,00 %	+23,3%

Sources : Fonds d'Entretien Routier (FER)

Au cours de l'année 2005 le trafic des camions de transport du corridor Djibouti-Galafi s'établit à 148 787 mouvements contre 120 657 mouvements enregistrés à la fin de l'année 2004, soit une hausse de 23%.

- Le BTE (Bureau de transit Ethiopien) qui représente à lui seul 60% du total a augmenté de 13% entre 2004 et 2005.
- Le trafic au PK 51 a connu une hausse de 24% avec 36 205 mouvements cette année 2005 contre 23 519 mouvements durant l'année 2004. Ces camions qui transportent généralement du sel de Djibouti vers l'Ethiopie.
- Le trafic enregistré à l'entrée de la Société pétrolière Total a progressé de 26% avec 13 020 mouvements de camions en 2005. A l'Entrée de la Société Mobil, il a été comptabilisé 9 299 mouvements de camions, soit une augmentation de 21,7 % par rapport à l'année 2004.
- Par ailleurs, on constate une reprise des mouvements de camions à destination de la Somaliland avec 1 261 mouvements, ce chiffre est trois fois plus élevé que celui de l'année dernière, mais ces mouvements restent dans l'ensemble limités.

4 - Le trafic du Chemin de Fer Djibouto - Ethiopien

Statut	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Variations	
				2003/2004	2004/2005
Marchandises (en tonnes)	242 034	181 823	462 384	- 24,9 %	+ 154,3 %
- Export	72 760	85 971	48 057	+ 18,15 %	- 44 %
- Import	141 253	79 513	226 104	- 43,7 %	+ 184%
- Trafic intérieur (en Ethiopie)	28 021	16 339	188 223	- 41,7 %	+ 1052 %
Voyageurs (nombre)	39 905	12 551	8 554	- 68,5 %	- 32 %

Source : CDE

Au cours de l'année 2005, le trafic de marchandises du chemin de fer Djibouto-Ethiopien a enregistré une hausse significative de +154 %. On assiste à une reprise de ce trafic, puisqu'il affichait une baisse de 24,9 % à la fin de l'année 2004. Cette hausse résulte du bon comportement des importations éthiopiennes et du trafic intérieur éthiopien.

Les importations éthiopiennes qui se montent à 226 104 tonnes ont beaucoup contribué à cette progression, car leur volume a triplé par rapport à celui de l'année 2004, et notamment au cours du second trimestre de l'année 2005. Les produits qui ont vu leur volume augmenter ont été le blé (+ 268 %) et les emballages (+112 %).

Cependant les exportations éthiopiennes par train qui s'élèvent à 48 057 tonnes en 2005 elles ont connu une baisse en volume de 44 %. Les rubriques qui ont diminué ont été le café (-38%) et les Bestiaux (-62 %).

Par ailleurs le volume du trafic à l'intérieur de l'Ethiopie enregistre une progression fulgurante de plus de 1000%, en passant de 16 339 tonnes à 188 223 tonnes d'une année à l'autre. Parallèlement au volume des importations éthiopiennes, ce trafic intérieur a connu ses plus grandes variations au cours du second trimestre 2005 (+ 8000 %).

Enfin, le nombre de voyageurs qui ont emprunté le train a largement diminué de 32% durant l'année 2005 avec seulement 8 554 voyageurs enregistré contre 12 551 voyageurs une année auparavant.

5. Le tourisme

Evolution de l'activité hôtelière de l'année 2005

Période	Nombre de Nuitées			Variation Sur 1 an	Variation Sur 2 ans
	2003	2004	2005		
1 ^{er} trimestre	16 043	16 586	17 211	+4 %	7,2 %
2 ^{ème} trimestre	15 663	15 358	15 596	+1,5 %	- 0,4 %
3 ^{ème} trimestre	15 961	15 977	12 525	- 21,6 %	- 21,5 %
4 ^{ème} trimestre	16 057	19 020	13 700	- 30 %	- 15 %
TOTAL	63 724	66 941	59 032	- 12 %	- 7,3 %

Source : ONTD

Le nombre de nuitées vendues par les principaux hôtels de la capitale a reculé de 12% par rapport à celui de l'année 2004. La tendance à la baisse s'est amorcée à partir du troisième de l'année 2005.

1) Evaluation des résultats globaux du tourisme

L'année 2005 a été une année très riche pour le développement du tourisme en République de Djibouti. L'Office National du Tourisme de Djibouti (ONTD), convaincu que le tourisme constitue un des rares secteurs qui puisse accélérer le développement économique, social et culturel de notre pays, a mené à bien un programme d'action à la fois réaliste et ambitieuse pour le développement du tourisme en République de Djibouti. Une stratégie efficace a été adoptée et de nombreuses actions très bénéfiques pour le secteur touristique ont été concrétisées.

Une analyse détaillée des données de l'année 2005 nous donne les informations suivantes : 59% des touristes sont de nationalité française et la part des touristes venant des autres pays européens est passée de 8% à 15%, la durée moyenne de séjour est de deux semaines, les principales activités des touristes sont la plongée sous-marine, la pêche sportive, le trekking et la randonnée, la découverte du monde nomade, l'observation ornithologique, et bien évidemment la plage et le soleil.

Pour accroître la notoriété de notre pays et faire connaître la richesse, la diversité et la qualité de notre offre touristique, l'ONTD a poursuivi ses actions de marketing direct sur les principaux marchés européens.

L'ONTD a mise en place de multiples opérations en direction des professionnels (Tours opérateurs et agences de voyages) pour les inciter à programmer la destination Djibouti.

Un grand effort a aussi été entrepris en direction de la presse en général et des magasines spécialisés en particulier et ce pour obtenir du rédactionnel.

Sachant que les touristes utilisent souvent l'Internet pour déterminer leur choix, l'ONTD a mis en place un site Internet convivial et pratique pour améliorer l'accessibilité et la visibilité de l'offre touristique djiboutienne. Ce site, régulièrement mis à jour, a constitué un outil important dans notre stratégie de marketing.

Grâce aux actions de l'ONTD des Tours opérateurs français, italiens, allemands, anglais, belges et suisses ont programmé la destination Djibouti dans leurs catalogues.

2) Cadre de l'offre

L'offre touristique djiboutienne a été largement diversifiée avec à la fois des produits thématiques à forte notoriété tel que la plongée ou la pêche, et des produits de découverte de la nature et des richesses naturelles environnementales.

Malgré une nette amélioration de la qualité dans les structures hôtelière, la capacité d'hébergement est resté limitée avec une offre hôtelière globale de seulement 685 chambres et un seul établissement de grande dimension de 185 chambres. Il convient de remarquer que cette faiblesse quantitative des capacités a permis d'obtenir pour les établissements hôteliers existants des coefficients d'occupation élevés compris entre 55% et 86% en moyenne annuelle. Cette situation a permis de répondre, sauf exception, à la demande d'hébergement hôtelier, notamment pour Djibouti ville.

Les capacités de la restauration classique, en dehors des restaurants d'hôtels et des multiples établissements de rue, étaient estimées à plus de 550 places en capacité réelle et à plus de 800 places en capacités maximum pour des soirées ou des banquets. Cette infrastructure en restaurants diversifiées et de qualité a permis de renforcer l'offre touristique de Djibouti grâce aux apports spécifiques des traditions culinaires djiboutienne, yéménite, éthiopienne, somalienne, occidentale et asiatique.

L'offre de produits touristiques était assurée en 2005 par une dizaine de réceptifs locaux principalement situés à Djibouti ville, dont cinq agences principales : Le Goubet, Atta, Caravane de sel, Dolphin Excursion et Djibouti Explore.

Les produits proposés étaient axés sur quatre domaines principaux :

- Plongée avec les Sept Frères, le Golfe de Tadjourah, Obock, les îles Musha et Maskali, Le Goubet ;
- Pêche sportive avec le Goubet, Arta plage ou les Sables Blancs,

- Balnéaire avec principalement les îles Musha et Maskali, les Sables Blancs, Le Goubet, Obock),
- Brousse avec la découverte des principales richesses naturelles (lac Assal, lac Abbe, Fôret du Day, Le Goubet, Dittilou, Bankoualé, Randa). L'ensemble de ces réceptifs locaux a permis de disposer de produits de qualité, avec de petites capacités d'accueil pour chaque entreprise, mais qui au total représentait une capacité d'accueil significative.

3) Facteurs importants pour le développement du tourisme

La République de Djibouti possède d'énormes potentialités naturelles et l'offre touristique est largement diversifiée avec à la fois des produits thématiques à forte notoriété tel que la plongée ou la pêche, et des produits de découverte de la nature et des richesses naturelles environnementales (géologie, archéologie, etc.).

Les dégâts du Tsunami qui a dévasté les fonds marins de nombreux pays asiatiques ainsi que la saturation de certaines destinations comme l'Egypte ont poussé plusieurs Tours opérateurs spécialisés dans la plongée à se tourner vers des destinations nouvelles.

Certains d'entre eux ont envoyé des touristes à Djibouti et cette tendance semble actuellement s'accélérer.

Par ailleurs, la nette amélioration des réseaux routiers et la construction d'un complexe touristique et d'un centre de plongée sous-marine sur l'Île Moucha ont incontestablement constitué des éléments importants dans le développement du tourisme djiboutien.

4) Principales nouveautés dans la politique touristique de l'ONTD

La principale nouveauté a été la mise en place d'une politique de communication. En effet, l'ONTD a élaboré un plan de communication essentiellement axé sur les médias européens qui nous a permis d'atteindre les objectifs suivants:

Attirer l'attention, Créer de l'intérêt, Provoquer le désir, Entraîner l'action d'achat.

Les principaux objectifs qui nous ont poussé à utiliser les médias européens étaient entre autres l'accroissement de la visibilité et le renforcement de la notoriété.

A partir des informations sur la clientèle, nous avons défini les caractéristiques de notre marché cible : situation géographique, langue, profil du consommateur et autres. Il nous a alors été possible de choisir une stratégie de communication, c'est-à-dire de déterminer les actions à poser pour attirer l'attention, créer de l'intérêt, provoquer le désir et entraîner l'action de la clientèle cible.

Pour appliquer cette stratégie, nous avons élaboré un axe de communication véhiculé par différents moyens (TV, Internet, Presse, Tours opérateurs). Cet

axe, en plus d'apporter différents éléments d'information aux clients, a permis à l'ONTD de mettre l'accent sur certains aspects choisis.

Enfin, nous avons choisi des médias spécialisés dans les voyages afin d'avoir la possibilité d'établir un contact avec notre clientèle, et, bien entendu, d'atteindre les objectifs communicationnels.

Notre stratégie de communication nous a permis de faire connaître les potentialités naturelles et culturelles de notre pays et de promouvoir nos atouts touristiques afin de faciliter la mise en vente des différents produits aux segments de marchés.

Cette campagne de promotion témoigne des efforts mis en œuvre par l'ONTD sous la forme d'une communication globale, afin de convaincre la clientèle et provoquer l'acte d'achat.

La campagne de promotion que nous avons lancé en 2005 s'articulait autour de trois outils complémentaires : La publicité, les relations publiques et la promotion des ventes.

L'autre grande nouveauté, c'est l'organisation de plusieurs séminaires et ateliers de réflexion.

L'ONTD est convaincu que toute option de développement touristique doit avoir une incidence effective sur l'amélioration de la qualité de vie de la population, et contribuer à l'enrichissement socioculturel de chacune de nos régions.

A travers une série de séminaires et d'ateliers de réflexion organisés sur l'ensemble du territoire national, l'ONTD s'est efforcé de porter à la connaissance des djiboutiennes et djiboutiens les notions suivantes:

- Présenter l'importance du tourisme et ses avantages pour le pays et les communautés locales,
- Définir et expliquer les différences culturelles entre la population locale et les touristes et apprendre aux djiboutiens comment les gérer,
- Débattre des avantages et inconvénients des projets de développement touristique pour les communautés locales et les approches susceptibles d'entraîner la participation des communautés aux projets,
- Informer le public de l'importance du tourisme interne et de la façon dont les djiboutiens eux-mêmes peuvent devenir des touristes dans leur propre pays,
- Faire connaître les emplois et les perspectives de carrière qu'offre le tourisme et les possibilités de création d'entreprises touristiques,

5) Perspectives en matière de tourisme

L'avenir du tourisme djiboutien est prometteur. En effet, avec le développement du pôle économique de Doraleh, nous sommes convaincus que

Djibouti accueillera des flux de plus en plus importants de touristes. Les initiatives du gouvernement pour faciliter l'accès aux crédits permettront le renforcement de la capacité d'accueil. En effet, le fonds de développement économique accordera des prêts à des taux préférentiels aux djiboutiens souhaitant réaliser des projets touristiques. La mise en place par l'Office National du Tourisme d'un programme de formation aux métiers du tourisme améliorera la compétence des acteurs djiboutiens et garantira la qualité des produits offerts par les opérateurs locaux.

Notre pays qui possède dénormes potentialités naturelles a inscrit le tourisme dans les programmes nationaux de développement économique. Nos objectifs prioritaires sont :

❖ Amélioration de l'image et renforcement de la notoriété

Nous poursuivrons la politique engagée précédemment notamment dans le but de sensibiliser davantage le grand public et les professionnels des pays émetteurs de touristes et de porter à leur connaissance les potentialités touristiques de la République de Djibouti.

❖ Commercialisation du produit touristique

Il nous apparaît indispensable de mettre en place une vaste politique de concertation entre les pouvoirs publics et le secteur privé afin de mieux vendre la destination Djibouti.

De cette concertation, naîtra une répartition des responsabilités, des attributions et des missions, qui aura pour effet une véritable synergie de l'économie touristique djiboutienne.

En fonction des priorités ainsi établies par marché, un certain nombre d'opérations sur le terrain devront être effectuées, associant étroitement institutionnels et professionnels djiboutiens (salons, workshops, conférences de presse...) Ces déplacements devront nécessairement s'inscrire dans le cadre d'une politique cohérente, strictement déterminée, et avec des moyens de contrôle permettant de mesurer l'efficacité des actions menées.

Une telle politique concertée devra permettre une fidélisation de la clientèle, gage d'une meilleure fréquentation des différentes structures, assurant ainsi une meilleure rentabilisation des investissements sur une plus longue période de l'année.

❖ Renforcement des capacités de l'ONTD

La mise en place d'un observatoire national du tourisme au sein de l'ONTD se révèle indispensable pour orienter les politiques, définir les actions et mesurer les résultats.

Il s'agira d'élaborer un ensemble de fichiers fonctionnant sur un tableur ou à l'aide d'un logiciel spécifique. La majeure partie des renseignements collectés sera des données chiffrées, provenant des enquêtes réalisées au niveau local. L'information sera régulièrement mise à jour (rythme mensuel).

Une synthèse mensuelle sera effectuée, et permettra l'édition d'un bulletin d'information à destination des professionnels locaux. A plus long terme, un bilan annuel permettra de réorienter les politiques, de mesurer les effets des actions de promotion, et de réaffecter, si nécessaire, les budgets. Les enquêtes réalisées au niveau local devront permettre de suivre l'évolution des caractéristiques principales des touristes (nationalité, motif du séjour, durée et lieu de séjour, dépenses moyennes, etc.).

❖ Amélioration de la qualité grâce à la formation aux métiers du tourisme

Aujourd'hui, la concurrence est rude pour le développement du tourisme. Par conséquent, il semble plus que nécessaire, pour chaque pays, de mettre en place une adaptation qualitative face un marché international du tourisme en pleine évolution. Dans ces conditions, il convient tout particulièrement d'améliorer et de promouvoir les avantages comparatifs de notre pays en mettant en place une stratégie caractérisée par la recherche de la qualité et cela ne peut se faire qu'avec la formation de l'ensemble des acteurs du tourisme.

❖ Promotion des investissements dans le domaine du tourisme

Nous encouragerons le développement de complexes et de sites touristiques haut de gamme, diversifiés et originaux, portant une forte identité culturelle nationale dans tout le pays. Pour cela, nous souhaitons disposer le plus rapidement possible d'outils efficaces pour favoriser l'amélioration tant qualitative que quantitative des hébergements existants à Djibouti et mettre en place des actions concrètes visant à développer les investissements des nationaux et des étrangers dans le secteur du tourisme et des services afférents (assurances, communication, assistance, etc.).

Nous inciterons le développement des infrastructures qui constituent des bases matérielles du tourisme comme par exemple les parcs à thème.

6. Les télécommunications

A la fin du 4^{eme} trimestre 2005 l'évolution du nombre d'abonnés (cumulés) de Djibouti télécoms se présente comme suit :

Services	4^{eme} trimestre 2003	4^{eme} trimestre 2004	4^{eme} trimestre 2005	Variation Sur un an	Variation Sur deux ans
Lignes téléphoniques fixes	10 169	10 982	10 578	- 3,6%	+ 4%
Abonnés GSM actifs	27 462	33 937	44 053	+ 30%	+ 60%
Abonnés Internet	2 173	2 982	3 491	+17%	+ 60,6%
Nombre moyen d'abonnés étrangers en Roaming GSM	Service non disponible	Service non disponible	1 338		

L'activité du réseau au cours de l'année 2005 est mesurée par les chiffres suivants :

Trafics générés (en minutes) ⁽¹⁾	4^{eme} trimestre 2003	4^{eme} trimestre 2004	4^{eme} trimestre 2005	Variation 12 mois
Par les abonnes GSM actifs	3 561 657	5 063 744	7 537 723	+ 26%
Connexions Internet ⁽²⁾	9 297 800	14 351 106	20 313 737	+14%

(1) Indicateur non disponible sur le réseau fixe.

(2) Hors trafic génère par les abonnés connectés en haut débit par liaisons spécialisées.

Sur le réseau mobile EVATIS la croissance sur un an est toujours très forte à la fois en nombre de clients (+30%) et en volume de trafic (+26%). On notera que l'effet de réseau joue, à savoir le trafic croît plus vite que le nombre d'abonnés.

De même, pour les services d'accès à Internet la demande est très forte en nombre d'abonnes (+17%) et en temps de connexion (+17% pour les connexions par le réseau)

La demande en lignes téléphoniques fixes a connu une baisse de 4% sur un an après une croissance de 4% au trimestre précédent. Ceci est dû à la mise en place d'un système informatique qui a permis de faire respecter les délais de suspension et de résiliation et aussi à la concurrence interne avec le téléphone mobile.

D'autre part, au cours de la même période le nombre de cabine téléphoniques privées (service téléphonique mis à la disposition du public par un commerçant privé en contrat avec Djibouti Télécoms) est passé de 483 à 688 dont 77 dans les districts de l'intérieur permettant ainsi à un plus grand nombre de djiboutiens d'accéder au service téléphonique à des conditions de coûts raisonnables.

III - La création d'Activités et l'Emploi

1 - Création d'activités dans le privé

Au cours de l'année 2005, il a été enregistré à la Sous direction des recettes directes 95 nouvelles demandes de patentes contre 44 cessations d'activités soit une création nette de 44 activités.

Secteurs	Création année 2003	Cessation année 2003	Création Nette 2003	Création année 2004	Cessation année 2004	Création Nette 2004	Création année 2005	Cessatio n année 2005	Création nette 2005
Entrepreneurs BTP	114	14	100	125	23	102	56	9	47
Importateurs	21	6	15	17	47	-30	12	1	11
Commerçants	76	38	38	152	33	119	12	20	-8
Prestataires de Services	63	9	54	99	23	76	15	21	-6
TOTAL	274	67	207	393	126	267	95	51	44

Source : S/D Recettes Directes

Evolution de la part des différents secteurs dans la création d'activités

Secteurs	Année 2003	Année 2004	Année 2005
Entrepreneurs BTP	41,6%	31,8%	58,9%
Importateurs	7,6%	4,3%	12,6%
Commerçants	27,7%	38,6%	12,6%
Prestataires de Services	23%	25%	15,8%

Si l'on considère la part des différents secteurs dans la création d'activités, on constate que celles des entrepreneurs BTP a connu une hausse, puisqu'elle passe de 31,8 % en 2004 à 58,9% en 2005, de même la rubrique « importateurs » qui se fixe à 12,6% a connu une hausse importante par rapport à 2004. Par contre, la rubrique de « Commerçants » accuse une baisse, en effet sa part dans le total s'élève à 12,6% contre 38,6% il y a un an.

2 - L'emploi

Evolution du nombre des salariés déclarés à l'OPS au 31/12/2005

Secteurs	Année 2003		Année 2004		Année 2005	
	Affiliation	Radiation	Affiliation	Radiation	Affiliation	Radiation
Secteur 0 Domestiques	135 135	294 294	94 94	326 326	40 40	116 116
Secteur 1 Industries Ateliers, Artisan, Pêche	71 28 43	28 4 24	37 11 26	16 6 10	130 34 96	73 21 52
Secteur 2 Bâtiments et TP	304 304	78 78	151 151	84 84	249 249	77 77
Secteur 3 Commerce de détail Commerce en Gros Commerce spécialisé Autres commerces	274 107 5 158 --	146 39 4 103 --	241 56 2 183 ---	165 47 2 116 ---	223 58 16 123 26	224 49 12 128 35
Secteur 4 Activités Financières Entretiens et réparation Restaurations et Hôtels Autres activités (Etude) Loisirs	280 9 92 119 158 2	216 6 77 74 55 4	282 12 147 44 79 0	196 36 49 53 58 0	434 9 222 46 154 3	215 57 46 110 2 0
Secteur 5 Transport maritime Transport Terrestre Manutentions, Transit Transport ferroviaire Autres	22 2 1 19 --- ----	20 0 0 20 --- ---	41 3 4 34 --- ---	20 4 2 12 --- ---	90 8 2 27 16 37	47 3 3 17 14 10
Secteur 6 - Organismes Sociaux	2 0	3 3	1 1	3 3	33 33	14 14
Secteur 7 - Budget National	5 0	10 10	28 28	0 0	32 32	0 0
Etablissements Publics	-	-	4	2	-	-
<u>Autres (Personnel du camps Lemonnier)</u>	429	-	4	5	-	-
TOTAL GENERAL	1 526	795	883	817	1 231	766

Source: OPS

Selon les statistiques de l'Office de Protection Sociale (OPS), il a été enregistré 1231 emplois créés contre 766 suppressions, soit une création nette de 463 emplois durant l'année 2005.

Le nombre d'emplois créés a augmenté de 39 % sur une période d'une année et les suppressions ont reculé de 12% au cours de la même période.

Le secteur 4 (restauration et hôtellerie, bureau d'étude, entretiens et réparations) qui a créé 434 emplois arrive en tête des créations d'emplois et représentant 35% du total. Parallèlement, ce secteur enregistre 215 suppressions d'emplois et se classe en deuxième position pour les emplois supprimés.

Le secteur du bâtiment et travaux publics se classe en seconde place avec 249 emplois créés contre seulement 77 suppressions d'emplois (20,2% du total). Ce secteur affichait 151 emplois créés en 2004.

En troisième position arrive le secteur du « Commerce » qui enregistre 223 emplois créés (18% du total) et affiche en même temps 224 emplois supprimés, ce qui fait de lui un secteur instable.

Le secteur 1 (industrie, Ateliers, Artisanats et Pêche) comptabilise 130 emplois créés (10,5% du total) pour 73 suppressions d'emplois. C'est le secteur qui a le plus progressé avec seulement 37 emplois créés en 2004.

IV –L'indice des prix à la consommation

L'indice des prix des principaux produits consommés à Djibouti a enregistré une hausse de 3,5 % entre 2004 et 2005.

L'analyse des évolutions des prix par grands groupes de produits sur une période d'un an donne les résultats suivants.

Parmi la catégorie des produits qui ont enregistré une hausse des prix, on peut relever :

- Produits alimentaire : + 5% (sucre + 23 % et riz +1,8 %)
- Boissons : + 1,1 %
- Logement, eau et électricité gaz et autres : + 10 %
- Ameublement, ménager et entretien : + 2,3 %
- Transports : + 3,1 %
- Loisirs, spectacles et culture : + 0,8 %
- Enseignement : + 0,9 %
- Hôtel, cafés, restaurants : + 0,2 %

La catégorie des produits qui a enregistré une baisse des prix a été :

- Tabacs : - 1,7 %
- Articles d'habillements et chaussants : - 5,9 %
- Santé : - 4,6 %
- Autres bien et services : - 0,4 %

Base100 : Mars Avril 1999

Code	LIBELLE DES FONCTIONS	Indices 2003	Indices 2004	Indices 2005	Variation 03/04	Variation 04/05
01	Produit alimentaires, boissons et tabac	108,4	109,8	112,7	+1,2 %	+ 2,6 %
011	Produits alimentaires	100,6	101,0	106,0	+ 0,3 %	+ 5 %
012	Boissons	97,3	96,7	97,8	- 0,6 %	+ 1,1 %
013	Tabac	128,9	132,6	130,3	+ 3 %	- 1,7 %
02	Articles d'habillement et chaussants	98,6	100,9	94,9	+ 2,3 %	- 5,9 %
03	Logement, eau, électricité, gaz et autres	103,7	113,1	124,4	+ 9 %	+ 10,0 %
04	Ameublement, Equip. ménager et entretien	99,6	100,3	102,6	+ 0,7 %	+ 2,3 %
05	Santé	97,4	100,0	95,4	+ 2,6 %	- 4,6 %
06	Transports	110,9	115,0	118,5	+ 3,6 %	+ 3,1 %
07	Loisirs, spectacles et culture	96,1	95,1	95,9	- 1%	+ 0,8 %
08	Enseignement	94,7	93,2	94,0	- 1,5 %	+ 0,9 %
09	Hôtels, cafés, restaurants	106,8	108,5	108,7	+ 1,5 %	+ 0,2 %
10	Autres biens et services	91,5	101,5	101,1	+ 11 %	- 0,4 %
Indice général		105,8	109,1	112,9	+ 3,11 %	+ 3,5 %

Source : DISED

Evolution des prix de principaux produits alimentaires

Produits	unité	2003	2004	2005	VARIATIONS	
					03/04	04/05
Riz belem	sac	3 100	3 800	3 500	+22,5 %	- 8 %
Riz maraicaní	sac	5 500	6 200	6 300	+12,7 %	1,61 %
Riz basmati	sac	5 300	5 500	5 600	+3,7 %	1,81 %
Farine de blé	sac	2 800	3 800	3 500	+35,7 %	- 8 %
Sucre	sac	3 500	3 800	4 700	+8,5 %	23,6 %
Huile alimentaire	Bidon de 25 litres	3 500	3 300	3 300	-5,7 %	0 %
Lait en poudre	Boite de 2,5 kg	2 000	2 200	2 250	+10 %	+2,2 %
Pétrole lampant	Fût de 200 litres	18 750	21 000	25 000	+12 %	+19 %

Source : DISED

B. Le Budget de l'Etat au 31 Décembre 2005

I. Les opérations financières de l'Etat

Les Opérations financières de l'Etat regroupent toutes les transactions en recettes et en dépenses de l'administration centrale.

Au 31 décembre 2005, ces opérations se sont caractérisées par un solde budgétaire base ordonnancement (recettes totales diminuées des dépenses totales) excédentaire de 334 millions FD, contre un déficit de 2, 512 milliards FD en 2004.

Par ailleurs, elles ont dégagé un déficit base caisse (y compris la situation des arrières) d'un montant de 3,192 milliards FD (2,6% du PIB) contre 3,771 milliards FD (3,2% du PIB) au 31 décembre 2004, soit une baisse l'ordre de 15,3% de ce déficit.

1. Recettes et dons

Les recettes et dons se sont élevés à 46,711 milliards FD, ce qui correspond à une hausse de 4,631 milliards FD en valeur (+11%) par rapport à 2004.

Le ratio des recettes, soit les recettes budgétaires nettes exprimées en proportion du PIB, indicateur donne une mesure approximative du fardeau fiscal total, puisqu'il compare les recettes totales perçues à la taille de l'économie ; ce ration est passée de 36% en 2004 à 37,6% en 2005.

a) les recettes budgétaires

En 2005 les recettes budgétaires qui représentent en moyenne 82% des recettes totales de l'Etat, se sont inscrites en hausse de 14,5%, pour se situer à 38,928 milliards FD (31,3 % du PIB) contre 33,987 milliards FD en 2004 (29% du PIB). Cette augmentation provient principalement des hausses, des recettes non fiscales (+ 66%) et des recettes indirectes (+ 8%). Les recettes fiscales constituent l'essentiel des recettes budgétaires soit 65,6%.

▪ *Les impôts directs*

Prévus à hauteur de 11,499 milliards FD dans le cadre de la loi de Finances du budget 2005, les impôts directs ont totalisé 11,572 milliards FD, en accroissement de 73 millions FD ; mais en légère diminution (-0,73%) par rapport à l'année dernière. Ce léger fléchissement est imputable à la baisse d'impôts sur traitements et salaires d'un montant de 275 millions FD.

Les impôts directs se caractérisent cette année par un niveau de recouvrement légèrement supérieur à celui projeté mais reste en dessous de leur niveau de l'année dernière. Cette situation est due à des difficultés de recouvrement de l'impôt sur le Salaire auprès des établissements publics et surtout de

l'existence d'un montant encore non recouvré sur les recettes de la rubrique « antérieurs ».

Les impôts indirects

Comparées aux prévisions établies au début de l'année 2005, (11,810 milliards FD), les recettes perçues au titre des impôts indirects ont enregistré une plus-value de 427 millions FD, soit une hausse de 8%. Cette amélioration a été constatée au niveau de la taxe intérieure de consommation (TIC).

Principale composante des impôts indirects, la TIC a rapporté au budget de l'Etat une enveloppe de 8,367 milliards FD en 2005 contre 7,583 milliards FD en 2004 soit une hausse de 10,3%. Cet accroissement provient principalement de l'augmentation des recettes pétrolières, la totalité des recettes encaissées au titre de la TIC est perçue à la douane sur les produits importés.

Les autres recettes fiscales à savoir l'Enregistrement, les Vignettes et les Timbres qui ont rapporté en 2005 un montant de 6,866 milliards FD ont augmenté de 12,8% par rapport à l'année 2004.

Par ailleurs, les recettes perçues au titre de la forfaitisation de la présence l'armée française se sont élevées à 5,595 milliards FD, soit une progression de 15,7% comparées à l'année 2004.

▪ *Les recettes non fiscales*

Les recettes non fiscales qui s'élèvent à 8,202 milliards FD, ont largement augmenté de 66% par rapport à l'année dernière. La vente des terrains publics et les dividendes perçus sur les établissements publics ont fortement contribué à ce résultat. Prévus initialement à 1,660 milliards FD, les « revenus de domaines » recouvrés en 2005 se sont établis à 3,953 milliards FD, en hausse de 2,293 milliards FD par rapport au programme. Ces revenus ont été plus de quatre fois supérieurs au niveau réalisé en 2004. Tous les postes des recettes non fiscales ont contribué à cette hausse importante.

b) Les dons officiels

Les dons représentent en moyenne 18% de l'ensemble des ressources de l'Etat et proviennent à 50% des dons affectés aux dépenses courantes, et de 36% des dons affectés aux projets d'investissements publics (PIP).

En 2005, le niveau de dons mobilisé se situe à 7,783 milliards FD, un montant en légère baisse de 3,8% par rapport à celui de l'année 2004. Cette diminution résulte des dons affectés aux dépenses courantes (-33,4%), alors que les dons destinés aux projets qui ont atteint 4,757 milliards FD sont en hausse de 36% par rapport au niveau de l'année 2004.

2- Les dépenses totales

La dépense publique constitue le reflet des choix de politiques publiques et de degré d'intervention de l'État dans l'économie. Notre pays se singularise par le poids des dépenses publiques puisque celui-ci demeure le principal employeur et consommateur. Ainsi les dépenses publiques financées sur les recettes intérieures représentent 27,5% du PIB en 2005 contre 29,3% en 2004.

En 2005, les dépenses de l'Etat se sont établies à 46,378 milliards de FD, soit en hausse de 4% par rapport à l'année dernière. Cette hausse provient notamment des dépenses d'investissements qui ont augmenté de 21% par rapport à l'année 2004.

Les ministères les plus dépensiers restent les mêmes. Il s'agit d'abord du ministère de l'Education nationale, dont les dépenses sont de 26% de l'ensemble, suivi du ministère de la Défense avec 16%, la santé avec 9% et l'Intérieur 8%.

a) *Les dépenses courantes*

En 2005 les dépenses courantes financées par ressources propres s'élèvent à 30,706 milliards FD et constituent 66% des dépenses totales. Ces dépenses connaissent une légère baisse de 2% par rapport à celles de l'année 2004 et cela en dépit de l'accroissement continu de la masse salariale. Les autres dépenses ont fait l'objet d'assainissement à savoir, les dépenses de Matériel, de l'Entretien et celles effectuées au titre des Transferts.

- ***Les dépenses en salaires*** qui représentent 55% des dépenses courantes et 13,5% du PIB ont augmenté de 3,5% entre 2004 et 2005. La part des dépenses rigides au sein du budget s'est accrue, réduisant progressivement les marges de manœuvre dont dispose l'Etat. Deux postes sont particulièrement dynamiques: les dépenses de la fonction publique (rémunérations et pensions des agents civils et militaires de l'Etat) et les Charges au titre de la dette publique.
- ***Le poste Matériel*** qui représente 25% des dépenses courantes, s'établit à 7,653 milliards FD contre 8,704 milliards FD en 2004 soit une baisse de 12%. Cette baisse provient suite aux réformes qui ont eu lieu au deuxième semestre 2005 (comme la réduction du personnel des ambassades).
- ***Les dépenses en transferts*** qui se montent à 5,267 milliards FD et absorbent 16% des dépenses courantes, ont connu également une baisse de 4% 2005.

b) Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement ont totalisé 11,711 milliards FD en 2005, dépassant ainsi de 2,962 milliards FD les prévisions établies dans le cadre de la Loi de Finances et de 2,019 milliards FD les réalisations de l'année 2004. Leur part dans le PIB est passée de 8,14% en 2004 à 9,41% en 2005.

En progression de 24% par rapport à 2004, les dépenses d'investissements sur financement extérieurs se sont établies à 8,207 milliards FD en 2005, profitant essentiellement aux secteurs de la Santé, de l'éducation, et aux projets de filets sociaux.

3) Le solde budgétaire

L'année 2005 a été exceptionnelle, avec un solde budgétaire base engagement (recettes totales diminuées des dépenses totales) excédentaire de 333 millions FD contre un déficit important de 2,512 milliards FD en 2004.

Le solde budgétaire intérieur (recettes budgétaires moins les dépenses courantes) qui reflète l'effort de l'Etat, présente lui aussi un large excédent de 4,262 milliards FD en 2005, soit en hausse 62,2% par rapport à l'excédent enregistré en 2004.

Tableau des opérations financières de l'Etat au 31 Décembre 2005

En Millions FD

	Déc.2003	Déc.2004	Déc.2005	Variation 04/05
Recettes et Dons (1)	37 962	42 080	46 711	+ 11 %
● Recettes budgétaires	31 220	33 987	38 928	+ 14,5 %
- impôts directs	10 281	11 616	11 572	- 0,37 %
- impôts indirects	11 627	11 349	12 287	+ 8,2 %
- Enregistrement, vignette, timbres	3 314	6 085	6 866	+12,8 %
- Fiscalisation française	2 294	4 836	5 595	+15,7 %
- Recettes non fiscales	5 998	4 937	8 202	+ 66,1 %
● Dons officiels	6 742	8 093	7 783	- 3,8%
Dépenses totales (2)	40 117	44 592	46 378	+ 4 %
● Dépenses courantes	29 584	31 360	30 706	- 2 %
- Salaires	15 819	16 291	16 862	+ 3,5 %
- Matériel	7 992	8 704	7 653	- 12 %
- Entretien	480	695	640	- 8 %
- Transferts	4 903	5 267	5 039	- 4,3 %
- Intérêts	250	403	512	+ 27 %
● Dépenses Sociales (financement. Extérieur)	3 471	3 539	3 961	+ 12 %
● Dépenses d'investissements	6 056	9 692	11 711	+ 20,8 %
- Budgétaire	1 077	3 076	3 504	+14 %
- Financement. Extérieur	4 979	6 616	8 207	+ 24 %
Solde base ordonnancement (1) - (2)	- 2 155	- 2 512	+ 333	- 113 %
Recettes budgétaires - Dépenses courantes	+ 1 636	+ 2 627	+4 262	+ 62 %

Source : Trésor National et CAPAS

II. Les Investissements Publics sur Financements extérieurs

Tableau récapitulatif des décaissements au 31 décembre 2005

INTITULE DES PROJETS	En millions FD					
	Décaiss 2003	Décaiss 2 004	Décaiss 2 005	% dans le total 2003	% dans le total 2004	% dans le total 2005
Agriculture, élevage et pêche	34	594	212	0,6 %	9 %	2,5 %
Infrastructures et équipements	1 823	1 645	843	32 %	25 %	9 %
Urbanisme & Logement et Assainissement	1 983	1 361	910	35 %	20 %	10 %
Affaires sociales (Lutte contre la pauvreté)	445	513	1297	7,8 %	8 %	14 %
Education	726	1 507	2078	13 %	26 %	23 %
Santé	646	742	2695	11,4 %	11 %	29,5%
Appui à la Gestion de l'Economie	0	254	498	0,0 %	4 %	5 %
TOTAL	5 657	6 616	9152	100 %	100 %	100 %

Source : Direction de l'Economie et Direction du Financement Extérieur

Les décaissements au titre des projets d'investissements publics financés sur ressources extérieures pour l'année 2005, s'élèvent à 9,152 milliards de FD. On note une forte croissance de 38% de ce montant comparé à celui réalisé au cours de l'année 2004.

Si l'on considère la structure de financement de ces projets, on constate que les dons représentent 52% du décaissement total et les prêts concernent 48% des projets.

Les projets initiés par les secteurs sociaux ont bénéficié de 2/3 des ressources allouées aux investissements publics.

La Santé (30%) : Il s'agit d'une part des projets de lutte contre le VIH Sida, la tuberculose et le paludisme, financés par la Banque mondiale et le Fonds Mondial, et d'autre part, la poursuite de l'amélioration de la couverture sanitaire avec le concours de la Banque Mondiale et de l'USAID et ce à travers la réhabilitation et la construction des centre de santé et la formation du personnel.

L'Education (23 %) : Ces projets visent l'amélioration de la capacité d'accueil des établissements scolaires primaires et secondaires à travers l'ensemble du territoire. Ces projets sont financés essentiellement par les institutions financières arabes.

Autres projets sociaux (14 %) : Ces projets qui sont relatifs à la lutte contre la pauvreté sont matérialisés par le projet Adetip (avec des travaux à haute intensité de main d'œuvre) et le projet Fonds Social de Développement qui octroie des crédits aux couches les pauvres de la population.

Le secteur de l'Habitat/Urbanisme et le secteur des Infrastructures ont respectivement absorbé 10% et 9% des décaissements réalisés au cours de l'année 2005.

C. La Situation monétaire au 31 Décembre 2005

I - Evolution des principaux agrégats monétaires

(Banque centrale, Banques en activités et Trésor)

Composantes	DEC. 2003	DEC. 2004	DEC. 2005	En Millions FD	
				Variations 2003/2004	Variations 2004/2005
Monnaie Fiduciaire	11 113	12 358	13 272	11,2 %	+ 7,4 %
Dépôts à vue en FD	25 993	28 641	28 667	+ 10,1 %	0,09 %
Dépôts à terme en FD	11 765	9 098	10 849	- 22,6 %	19,24 %
Dépôts en devises - à vue - à terme	33 106 10 664 22 442	42 576 11 364 31 212	49 841 10 710 39 131	+ 28,6 % 7 % 39 %	17,06 % - 6% 25,4 %
Total Masse Monétaire	81 977	92 673	102 629	+ 13 %	11 %

Source: BCD

La masse monétaire totale au 31 décembre 2005 s'établit à **102,629 milliards FD** et connaît une progression de 11% par rapport à celle de l'année 2004. Cette hausse est obtenue sous l'impulsion des dépôts en monnaie nationale (+ 4,7%) et surtout des dépôts en devises (+ 17%).

- **La monnaie fiduciaire (billets et pièces) : 13,272 milliards FD**

Les billets et pièces mis en circulation ont vu leur niveau augmenter de 7,4% sur une période d'un an. Par contre, on note que la hausse enregistrée au cours de l'année dernière a été plus importante (+11,2%). La part de la monnaie fiduciaire dans la masse monétaire est quant à elle restée stable d'une année à l'autre (13%).

- **Les dépôts en monnaie nationale : 39,516 milliards FD**

Les dépôts libellés en monnaie nationale ont enregistré une hausse de 4,7% sur une période d'un an, ce sont essentiellement les dépôts à terme qui ont le plus progressé (+19%), sachant que ces derniers représentent 27% du total des dépôts en francs djiboutien. Par ailleurs, la part des dépôts en monnaie nationale dans la masse monétaire a légèrement diminué en passant de 40,7% en 2004 à 38,5% en 2005.

- **Les dépôts en devises : 49,841 milliards FD**

Cette catégorie des dépôts a connu une croissance de 17% par rapport au montant de l'année passée, cependant cette hausse reste moins importante que celle constatée au cours de l'année 2004, soit 28,6%. Les dépôts à terme qui absorbent 78% des dépôts en devises ont cru de 25% en une année.

II - Les contreparties de la masse monétaire

Masse Monétaire = Avoirs Extérieurs Nets + Crédit Intérieur - Autres Postes Nets

En Millions FD

Composantes	DEC. 2003	DEC. 2004	DEC. 2005	Variations	
				2003/2004	2004/2005
Avoirs extérieurs nets	59 946	71 101	79 605	18,6 %	12 %
- Banque centrale	13 775	12 290	11 241	- 10,7 %	- 9 %
- Banques commerciales	46 171	58 811	68 364	27,3 %	16,2 %
Crédits intérieurs	35 991	36 470	36 458	1,33 %	- 0,03 %
- Créances sur l'Etat	9 662	10 277	10 009	6,3 %	- 3 %
- Crédit à l'économie	26 329	26 193	26 449	- 0,5 %	0,9 %
Autres postes nets	-13 960	-14 898	- 13 434	6,7 %	-9,8 %
Total Masse monétaire	81 977	92 673	102 629	13 %	11 %

Structure de la contrepartie de la masse monétaire

Composantes	DEC. 2003	DEC. 2004	DEC. 2005
Avoirs extérieurs nets	73 %	76,7 %	77,5 %
- Banque centrale	16,7 %	13,2 %	10,9 %
- Banques commerciales	56,3 %	63,5 %	66,6 %
Crédits intérieurs	43,8 %	39,3 %	35,5 %
- Crédances sur l'Etat	13,7 %	11 %	9,11 %
- Crédits à l'économie	32,1 %	28,3 %	25,8 %
Autres postes nets	- 17 %	- 16%	- 13 %
Total Masse Monétaire	100 %	100 %	100 %

Source : BCD

Au 31 décembre 2005, les contreparties de la masse comparées au niveau de l'année 2004 ont évolué comme suit :

- **Les Avoirs Extérieurs Nets : 76, 605 milliards FD**

Les avoirs extérieurs nets (avoirs bruts moins les engagements) affichent une progression de 12% sur une base annuelle, hausse soutenue par les avoirs extérieurs nets des banques commerciales (+16%), tandis que les avoirs des autorités monétaires ont reculé de 9% au cours de la même période. La part des avoirs extérieurs dans la masse monétaire s'élève à 77,5%, niveau très proche de celui constaté l'année passée (76,7%).

- **Le Crédit Intérieur : 36,458 milliards FD**

Le niveau du crédit intérieur est resté presque inchangé comparé au montant de l'année dernière, soit une baisse insignifiante de 0,03%. Ce crédit représente 35,5% de la masse monétaire, alors qu'il avait atteint le taux de 39,3% l'année 2004.

Le crédit alloué à l'économie a connu une légère hausse de 0,9% sur une variation annuelle. Sa part dans la masse monétaire est passée de 28,3% en 2004 à 25,8% en 2005. Quant au crédit à l'Etat, on note une baisse de 3% de son montant, ce qui signifie un désendettement de ce dernier par rapport au système monétaire.

ANNEXES

D O S S I E R S D I V E R S

**UN APERCU SUR LA SITUATION
FINANCIERE DES PRINCIPAUX
ETABLISSEMENTS PUBLICS A
CARACTERE INDUSTRIEL ET
COMMERCIAL**

INTRODUCTION

Le présent document analyse brièvement l'évolution de la situation financière des Entreprises Publiques en République de Djibouti. En effet, les Etablissements publics et Semi-publics accusent des retards réguliers quant à l'exécution des documents relatifs aux comptes financiers définitifs de l'exercice de fin d'année. Néanmoins, les établissements publics jouissent d'un monopole dans leurs secteurs d'activité respectifs. Par ailleurs, il est intéressant de distinguer d'une part les grandes entreprises publiques et d'autre part les petites et moyennes.

L'analyse des premières nécessite une attention particulière, puisque leur poids dans l'économie nationale est non seulement considérable mais également ne cesse de croître ces dernières années suite à d'importantes restructurations. L'analyse de ces établissements porte sur la période comprise entre 2000 et 2004.

En effet, en 2004 les cinq établissements publiques les plus importantes en l'occurrence PAID, EDD, ONED, AID et Djibouti télécoms participaient à hauteur de 15,65 % à la formation du Produit Intérieur Brut (PIB), contribue à hauteur de 10,24 % sur les impôts et taxes collectés par l'Etat, et versent une masse salariale équivalente à 46,74 % de la masse salariale supportée par le budget de l'Etat.

La plupart des petites et moyennes entreprises publiques connaissent des difficultés financières compromettant parfois la continuité et la qualité du service public. Certaines d'entre elles sont d'ailleurs actuellement sujet des politiques de redressement financières dont l'objectif ultime de recherches d'autres sources de croissance. Il s'agit de la Poste de Djibouti, la Radio et Télévision de Djibouti (RTT), Imprimerie Nationale, la Société Immobilière (IN), la Société Internationale des Hydrocarbures de Djibouti (SIHD).

Au vu de ce constat dans la présente analyse ne sera esquisser que la situation financière des grandes entreprise publiques.

LE PORT AUTONOME INTERNATIONAL DE DJIBOUTI

❖ Chiffre d'affaire (C.A)

En millions FD

Année	2000	2001	2002	2003	2004
Chiffre d'affaire	6790	7959	8455	11500	11084
Evolution	--	17%	6%	36%	-4%

Le chiffre d'affaires de Port est en hausse pour la période 2000-2004 avec une variation extraordinaire de +632%. Néanmoins, le chiffre d'affaire du Port enregistre en cette année 2004 une légère baisse de l'ordre de 4% par rapport à l'année 2003 en passant de 11500 millions à 11084 millions. En effet, il est important de remarquer que depuis 2000, date de la privatisation du PAID, la progression du chiffre d'affaire est continue en enregistrant successivement 6790 millions en 2000, 7959 millions en 2001, 8455 millions en 2002, 11500 millions en 2003 sauf pour cette année 2004 avec un chiffre d'affaire de 11084 millions

❖ La valeur ajoutée (V.A)

Evolution de la valeur Ajoutée

Année	2000	2001	2002	2003	2004
V.A	5367	6080	6002	8079	6520
Variation	--	13%	-1%	35%	-19%

Les chiffres sont en millions FD

Evolution des frais du personnel

En millions FD

Année	2000	2001	2002	2003	2004
Frais du Personnel	2232	2342	2573	2749	2914
Ratio Frais du Pers./V.A	42%	39%	43%	34%	45%

La V.A est la création de valeur réalisée par l'entreprise. La valeur ajoutée du PAID a sensiblement évolué à la hausse de 2000 à 2003, soit une hausse de

l'ordre de 23% sur cette période grâce à la croissance amorcée par le chiffre d'affaires en passant de 2232 millions en 2000 à 2749 millions en 2003.

Par contre pour cette année 2004, la richesse créée par le PAID a connu pour sa première fois depuis 4 ans une régression extraordinaire de l'ordre de 19% en passant effectivement de 8079 millions en 2003 à 6520 millions en 2004. Cette régression n'est rien d'autre que la traduction de l'évolution à la baisse du chiffre d'affaire en 2004 conjugué par un gonflement des consommations externes. Par ailleurs ,il est important de s'intéresser au poids des charges du personnels sur la richesse créée (V.A).En effet, le ratio frais du personnel/V.A du PAID reste élevé et absorbe une part conséquente de la richesse créée. Apres une nette amélioration de ce ration en 2003 essentiellement dû à la croissance du chiffre d'affaire ; ce ration s'est encore dégradé en atteignant les 45% de la richesse créée. La mauvaise performance de cet ration en 2004 s'explique d'une part par la régression observée sur le chiffre d'affaire et d'autre par la croissance continue de la rubrique frais de personnel.

❖ **Analyse de l'Excèdent Brut d'exploitation (EBE) et de la capacité d'autofinancement (CAF)**

EBE (excèdent brut d'exploitation)

En millions FD

Année	2000	2001	2002	2003	2004
E.B.E	3135	3738	3429	5330	3606
Variation	--	19%	-8%	55%	-32%
E.B.E/C.A	46%	47%	41%	46%	33%

L'EBE (Excédent Brut d'Exploitation) est un indicateur de témoin de la performance d'exploitation de l'Entreprise. Il est calculé avant la prise en compte des dotations et des éléments financiers. Il ne dépend ni de la politique fiscale, ni de la politique financière. L' EBE du PAID quant à lui aussi a considérablement baissé en 2004 par rapport à sa valeur historique de l'année 2003 en passant de 5330 millions à 3606 millions.

Le ratio de rentabilité d'exploitation (EBE/CA), la part de l' E.B.E sur le chiffre d'affaire en témoigne plus de cette tendance, en enregistrant entre 2003 et 2004, une part de 33% contre 46% en 2003.Cependant, il est important de remarquer que l'E.B.E du PAID pourrait enregistrer des résultats plus encourageants, mais reste pénaliser par la forte croissance de frais personnels, ainsi la croissance des frais du personnel s'élève à 45% entre 2003 et 2004.

C.A.F (capacité d'autofinancement)

En millions FD

Année	2000	2001	2002	2003	2004
C.A.F	2704	3246	3292	4304	2640
Variation	--	20%	1%	31%	-39%

La capacité d'autofinancement correspond à ce qui reste à l'entreprise une fois rémunéré l'ensemble des partenaires. Elle permet à l'entreprise d'autofinancer le renouvellement des investissements économiques. Elle est déterminée à partir du résultat net de l'exercice avec correction faite des charges et produits non décaissables (Amortissements, reprise sur amortissements et provisions). En d'autres termes, cet indicateur illustre le surplus monétaire dégagé par l'activité. La capacité d'autofinancement du PAID en cette année 2004 est négative, soit une baisse de 39% par rapport à l'année 2003. La mauvaise tenue de cet indicateur traduit bien l'état de fragilité du PAID à pouvoir financer ses opérations d'investissement. Ceci pourra contraindre le PAID à recourir à l'endettement pour financer ses investissements. La mauvaise performance de cet indicateur en 2004 est essentiellement due à la baisse conséquente du résultat net (-15%) et des « charges non décaissables » (3,5%) conjugué par une hausse considérable des « reprises sur amortissement et provisions » de l'ordre de 2466% en passant de 51 millions en 2003 à 1309 en millions en 2004.

Résultat net

En millions FD

Année	2000	2001	2002	2003	2004
Résultat Net	214	1597	1271	2055	1730
Variation	--	646%	-20%	62%	-16%

Après une année 2003 florissante caractérisé par un résultat net très encourageant, le résultat net de l'année 2004 est en net recul. En effet, le résultat net du PAID a connu une croissance considérable de l'ordre de 62% entre 2002 et 2003 en passant de 1271 millions à 2055 millions avant de redescendre à 1730 millions en 2004, soit une régression de l'ordre 16% par rapport à l'année 2003. Il est à noter que depuis l'année 2000, date effective de la privatisation du PAID, le résultat net du Port connaît pour sa première fois une baisse aussi conséquente de l'ordre de 16% en passant de 2055 millions à 1730 millions en 2004.

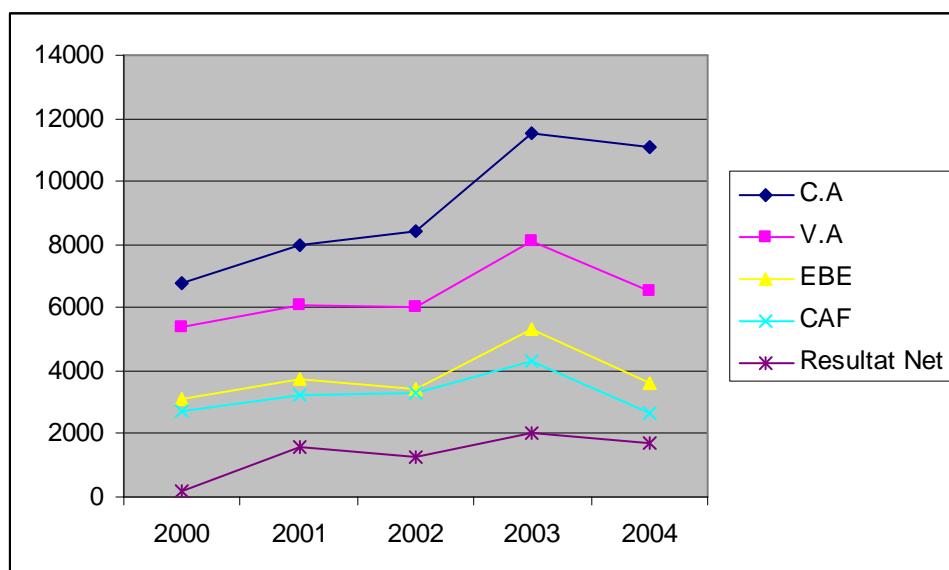
Aperçu sur l'évolution de la situation du Port depuis la privatisation

Depuis juin 2000, le Port de Djibouti met en avant des résultats très encourageants. En effet, la richesse créée par le PAID connaît une croissance considérable de l'ordre de 50,5 % durant la période 2000-2003. Néanmoins pour cette année 2004, la richesse créée par le PAID connaît une régression assez importante de l'ordre de 19,2% par rapport à l'année précédente. La capacité d'autofinancement du Port va également dans le même sens pour cette année 2004 en passant de 4304 millions en 2003 à 2640 millions en 2004, soit une baisse significative de 38,6 %. La mauvaise performance de cet indicateur est essentiellement due à la forte baisse du résultat net qui pour la période 2003-2004 a connu une régression de l'ordre de 15,8%; en passant de 2055 millions

en 2003 à 1730 millions en 2004. Quant à l'Excédent Brut d'Exploitation, pour la période 2000-2003, cet indicateur enregistre une croissance considérable de 70 %, notamment due à l'importante amélioration de la valeur ajoutée durant cette période, en passant effectivement de 5367 millions à 8079 millions, soit une augmentation de 50,5%. Par contre en cette année 2004, l'EBE du PAID connaît une baisse de l'ordre de 15% s'expliquant évidemment par la régression de la Valeur Ajouté.

D'autre part les résultats nets du Port autonome international de Djibouti sont passés de 214 millions à 2055 millions entre l'année 2000 et l'année 2003 ; soit une croissance significative de l'ordre de 860 %, ainsi il a presque été multiplié 10. Cependant pour la récente période 2003-2004 le résultat du PAID connaît une régression de l'ordre de 15,8% en passant de 2055 millions en 2003 à 1730 millions en 2004 due essentiellement à la régression du chiffre d'affaire en 2004.

La situation et la structure financière du Port autonome international s'améliore nettement. Ainsi, le ratio d'autonomie financière la PAID en l'année 2000 et 2003 se solde respectivement à un taux de croissance de +122,7% et de +134 %. Par conséquent le PAID reste très crédible sur le remboursement de ses dettes vis à vis des tiers. Le besoins en Fonds de roulement du PAID enregistre une forte évolution positive de 155% en passant de -164 millions à 91 millions durant la période 2000-2004. La trésorerie connaît également une croissance significative de l'ordre de 50% en passant de 19,9 millions à 30 millions entre 2000 et 2004.



Conclusion

Constituant le pilier de l'activité économique du pays, le Port s'affirme toujours comme le premier établissement public le plus prometteur de Djibouti. Le chiffre d'affaire de cette année 2004 s'élève à 11084 millions. Néanmoins le chiffre d'affaire de cette année fait observer une légère régression de l'ordre de 4% par rapport à l'année antérieure en passant de 11500 millions à 11084 millions. Après une année 2003 florissante caractérisée par un résultat net

très encourageant, le résultat net du PAID en 2004 est en recul soit une baisse de 16% par rapport à l'année 2003, ainsi le Port enregistre pour la première fois depuis sa concession à Dubaï une variation négative de son résultat net.

L' ELECTRICITE DE DJIBOUTI (EDD)

1. Evolution du chiffre d'affaire (C.A)

En millions FD

Année	2 000	2 001	2 002	2003	2004
C.A	7 463	8 026	8 920	9 303	9 626
Variation		754%	1114%	429%	347%

Le chiffre d'affaire est représenté par la production vendue en biens et en services. Le chiffre d'affaire de l'EDD est la somme des ventes d'énergie BT (basse tension) et M.T (moyenne tension) et les travaux et prestations effectués au profit des clients. Le chiffre d'affaire de l'EDD est en hausse sur toute la période 2000-2004 avec une variation de +29%. En effet, il est important de remarquer que depuis l'exercice 2000, la progression du chiffre d'affaire est continue en enregistrant successivement 7463 millions en 2000, 8026 millions en 2001, 8920 millions en 2002, 9303 millions en 2003, 9626 millions en 2004. Cette situation florissante de l'EDD est les fruits de la politique de redressement financière menée depuis 1998 par les dirigeants de cette entreprise.

2- La Valeur Ajoutée (V.A)

En millions FD

Année	2 000	2 001	2 002	2003	2004
V.A	2 990	3 805	4 201	3 955	3 567
Variation		2726%	1041%	-586%	-981%

Evolution des frais du personnel

Année	2 000	2 001	2 002	2003	2004
Frais du Personnel (F.P)	1 825	1 862	1 900	1 762	1 662
Ratio Frais du Pers./V.A	61,0%	48,9%	45,2%	44,6%	46,6%

La V.A est la création de valeur réalisée par l'entreprise. La richesse de l'EDD a connu une forte dégradation depuis ces deux dernières années. Ainsi la Valeur ajoutée fait observer successivement une chute énorme de l'ordre de -586 % en 2003 et -981% en 2004. En effet cette dégradation s'explique en gros par la forte croissance des consommations externes due particulièrement à la hausse incessante des produits combustibles et pétroliers à l'échelle internationale. Par ailleurs, il est important de remarquer que la richesse créée par l'EDD est accaparée en grande partie par la masse salariale. En effet, chaque année, plus de 40 % de la V.A est consacré à la rémunération du personnel. A cet égard, l'EDD a intérêt de mener à bien une politique de gestion de Ressources Humaines rigoureuse mais efficiente afin de contrecarrer cette situation.

3- Analyse de l'Excèdent Brut d'exploitation (EBE) et de la Capacité d'Autofinancement (CAF)

En millions FD

Année	2 000	2 001	2 002	2003	2004
C.A.F	998	1887	2299	2209	1565
Variation		89,1%	21,8%	-3,9%	-29,2%

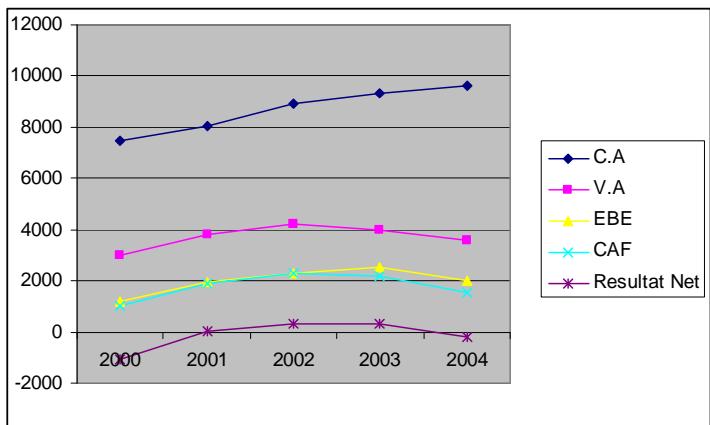
Année	2 000	2 001	2 002	2003	2004
E.B.E	1200	1961	2301	2552	2005
Variation		63,4%	17,3%	10,9%	-21,4%
E.B.E/C.A	16,1%	24,4%	25,8%	27,4%	20,8%

Pour cette année 2004, la CAF a connu une très forte dégradation, soit une baisse de l'ordre de -28,2% par rapport à l'année 2003. La mauvaise performance de cet indicateur est due à la forte dégradation de la valeur ajoutée. L'E.B.E a également connut pour cette année 2004 sa plus forte régression en enregistrant une baisse de l'ordre de -21,4% évidemment due à la forte régression de la valeur ajoutée. Par ailleurs, le ratio de rentabilité d'exploitation (EBE/CA), la part de l'E.B.E sur le chiffre d'affaire témoigne le plus cette tendance, en passant de 27,4% à 20,8% .

4- Résultat net

Année	2 000	2 001	2 002	2003	2004
Résultat Net	-1061	39	307	324	-226
Variation		103,7%	687,2%	5,5%	-169,8%

Depuis la politique de redressement financière de cette entreprise menée à partir de l'année 1999, le résultat net fait observer pour la première fois en cette année 2004 un déficit de l'ordre de -226 millions.



Conclusion

Suite à la politique de redressement financière et de restructuration de sa centrale de production que les dirigeants de cette entreprise entamèrent dès la fin de l'année 1998, la situation de l'EDD venait de s'améliorer. En effet, après trois années consécutives caractérisées par de résultats nets positifs et encourageants en l'occurrence les années 2001, 2002 et 2003, l'EDD fait observé en cette année 2004 une régression significative du résultat net, soit une décroissance de l'ordre de -243 % par rapport à l'année 2003 en passant d'un résultat net de 324 millions de l'année 2003 à - 227 millions en 2004. Ce résultat net déficitaire s'explique par la flambée du prix des produits pétroliers au niveau international qui ont atteint un niveau très élevé que par le passé.

DJIBOUTI TELECOM

En millions FD

Année	C.A	V.A	Frais de pers.	Ratio frais pers. /VA	E.B.E	CAF	Résultat net
2000	4587	3710	1114	30%	2603	2092	1000
2001	4624	3398	1178	34,7%	2220	1877	675
2002	6164	4706	1396	29,7 %	3310	2631	1592
2003	6049	4150	1349	32,5%	2801	2149	119
2004	7205	4930	1541	31,2%	3389	2643	1043

1. Evolution du chiffre d'affaire

Pour sa cinquième année d'activité en l'occurrence l'année 2004, Djibouti Télécom a réalisé un chiffre d'affaire de 7205 millions, tiré sur ses ventes des produits et services. Ainsi en 2004, le chiffre d'affaire de Djibouti Télécom enregistre une croissance significative de l'ordre de 19% par rapport à l'année précédente.

2. Le Résultat Net

En effet, la croissance du chiffre d'affaire de Djibouti Télécom a été continue sur les trois premières années d'activité (en enregistrant successivement 4587 millions en 2000, 4624 millions en 2001, 6164 en 2002), soit une croissance de l'ordre de 33,4% entre 2000-2002 à l'opposé d'une 4ème année où on observe une légère régression de l'ordre de 2% par rapport à l'année 2002 (en passant de 6164 millions à 6049 millions). Suite à cette légère régression en l'année 2003, le chiffre d'affaire de Djibouti Télécom retrouve le chemin de la croissance en enregistrant une très nette amélioration de 19% pour l'exercice 2004. Sur toute la période 2000-2004, le chiffre d'affaire de Djibouti Télécom met en scène une croissance de l'ordre de 57%.

Par ailleurs, sur la période 2000-2004, Djibouti Télécom a connu pour sa 4ème d'activité une baisse historique de son résultat net. Ainsi, le résultat net réalisé par Djibouti Télécom en 2003 est 13 fois inférieur à celui de l'année 2002, soit une baisse de l'ordre de 92,5%, en passant de 1592 millions en 2002 à 119 millions en 2003. Cette mauvaise performance résulte exceptionnellement du poste « Amortissement et Provisions » qui a connu une forte hausse de l'ordre de 95,4% entre 2002-2003.

Toutefois cette mauvaise performance est beaucoup plus observable à travers le calcul du taux de marge (Résultat net / Chiffre d'affaire). Ainsi ce dernier a passé de 25,8% à 2% entre 2002 et 2003, ce qui témoigne encore une fois de

l'état de médiocrité de la situation économique de Djibouti Télécomes cette année 2003. Contrairement à l'année 2003, le résultat net de Djibouti Télécom en l'année 2004 est très encourageant pour un montant de 1043 millions. Ainsi le résultat net de Djibouti Télécom fait observer une croissance spectaculaire, soit une croissance de 776% par rapport à l'année précédente en passant effectivement de 119 millions en 2003 à 1043 millions en 2004. La bonne tenue de cet indicateur s'explique en gros par l'amélioration du chiffre d'affaire de l'ordre de 19% conjuguée à une meilleure maîtrise des « charges non décaissables » ainsi le poste « Amortissement et Provisions » illustre pour l'exercice 2003-2004 une régression de 22% en passant effectivement de 2030 millions à 1580 millions.

3. La valeur ajoutée

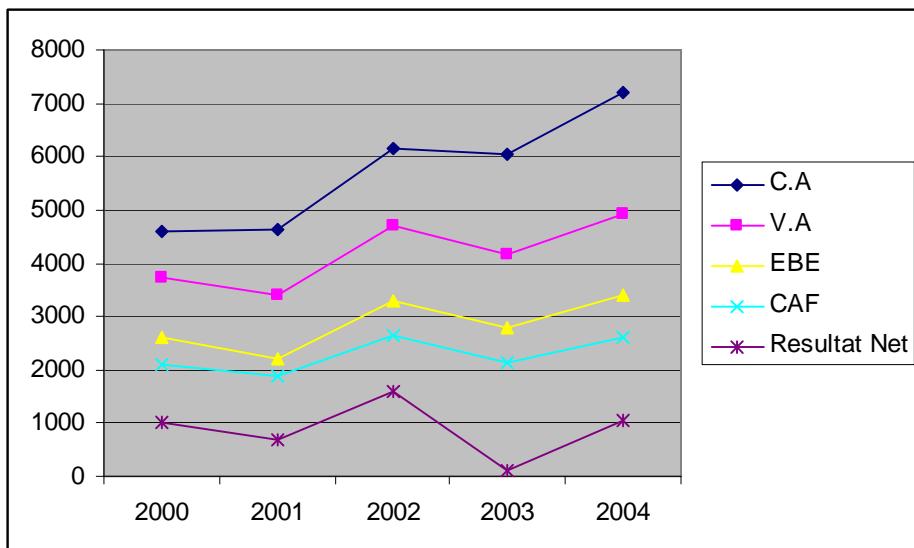
Par ailleurs, les indicateurs liés à l'exploitation de l'entreprise sont très satisfaisants, puisque la richesse créée à savoir la valeur ajoutée par cette entreprise connaît une variation de +32,6% durant la période 2000-2004, même si on observe une baisse assez conséquente entre 2002 et 2003, soit une baisse de l'ordre de 11,8%. Pour l'exercice 2003-2004, la valeur ajoutée accuse une augmentation importante de 18,8%.

4. La capacité d'autofinancement et l'Excédent brut d'exploitation

Ainsi au cours de cette période, l'Indicateur de témoin de la performance à savoir l'EBE illustre une variation significative de l'ordre de +30,2% ; néanmoins l'EBE de l'année 2002 a connu un recul de 15,4% par rapport à l'année précédente avant de répartir sur une croissance réconfortante de l'ordre de 21% pour l'exercice 2003-2004. En effet, il est important de remarquer que cet indicateur pourrait enregistrer des résultats plus intéressants , mais les charges de personnels de Djibouti Télécom sont assez importantes ,d'ailleurs elles sont passées de 1114 millions à 1396 millions entre 2000-2002 ; c'est ce qui tire à la baisse cet indicateur.

Néanmoins on observe une légère régression entre 2002 et 2003, soit -3,4% avant de répartir sur une augmentation de 14% pour l'exercice 2003-2004. Cependant, la capacité d'autofinancement était satisfaisante durant la période 2000-2002 et enregistrait une croissance de 25,7 % (en passant de 2092 millions à 2631 millions). Cependant, cette tendance s'est atténuée en 2003, soit une baisse de 18,3% en passant de 2631 millions en 2002 à 2149 millions en 2003.

Il faut noter que la mauvaise tenue de cet indicateur est dû aux charges non encaissables (Amortissements et Provisions) qui gagnent du terrain au fil du temps , soit une croissance de l'ordre de 95,4% entre 2002 et 2003. Pour l'exercice 2003-2004, la capacité d'autofinancement de Djibouti Télécom accuse une progression importante de 22% due essentiellement à la bonne tenue du résultat net de l'exercice 2003-2004.



Conclusion

Sur cinq années d'activités, Djibouti-Télécoms ne présente pas pour la première fois en 2003 des résultats satisfaisants sur son rendement d'exploitation. Le résultat net, la valeur ajoutée et l'excédent brut d'exploitation de cette année 2003 font observer tous des baisses respectives de 92,5%, de 11,8%, et de 15,4% par rapport à l'année précédente. Cette mauvaise performance s'explique en gros par la forte croissance des charges non encaissables, soit une hausse de 95,4% par rapport à l'année 2002 (en passant de 1039 millions à 2030 millions entre 2002 et 2003).

Contrairement à l'année 2003, Djibouti Télécoms enregistre pour cette année 2004 des résultats très encourageants. Le résultat net, la valeur ajoutée, l'excédent brut d'exploitation de cette année 2004 mettent respectivement en scène des améliorations significatives de l'ordre 776% ; 18,8% ; et 21% par rapport à l'année 2003.

ONED (Office National des Eaux de Djibouti)

En millions FD

Année	C.A	V.A	Frais de pers.	Ratio frais pers./VA	E.B.E	CAF	Résultat net
2000	1605	1029	477	46,3%	552	548	-136
2001	1786	1149	480	38,4%	669	1050	-3
2002	1808	1119	525	47,2%	595	524	-250
2003	1832	1207	511	60%	696	831	-330
2004	1836	1050	578	55%	472	917	-324

1. Evolution du chiffre d'affaire

Le chiffre d'affaires de l'ONED enregistre une croissance non négligeable de 14,3% sur la période 2000-2004. Par ailleurs, au fil des quatre derniers exercices le chiffre d'affaire a légèrement progressé, soit des augmentations positives de 11,3% en 2001, 1,2% en 2002, 1,3% en 2003, 0,2% en 2004.

2. La valeur ajoutée

La valeur ajouté à savoir la richesse créée quant à elle a très peu varié à la hausse en l'espace de 5 ans, soit une croissance de 2% entre 2000et 2004 en passant de 1029 en 2000 à 1050 en 2004. Après une année 2003 assez exceptionnelle en terme de performance de création de richesse avec une croissance de 8% en passant effectivement de 1119 millions à 1207 millions entre 2002 et 2003, la valeur ajouté de l'ONED régresse de 13% en cet exercice 2004.

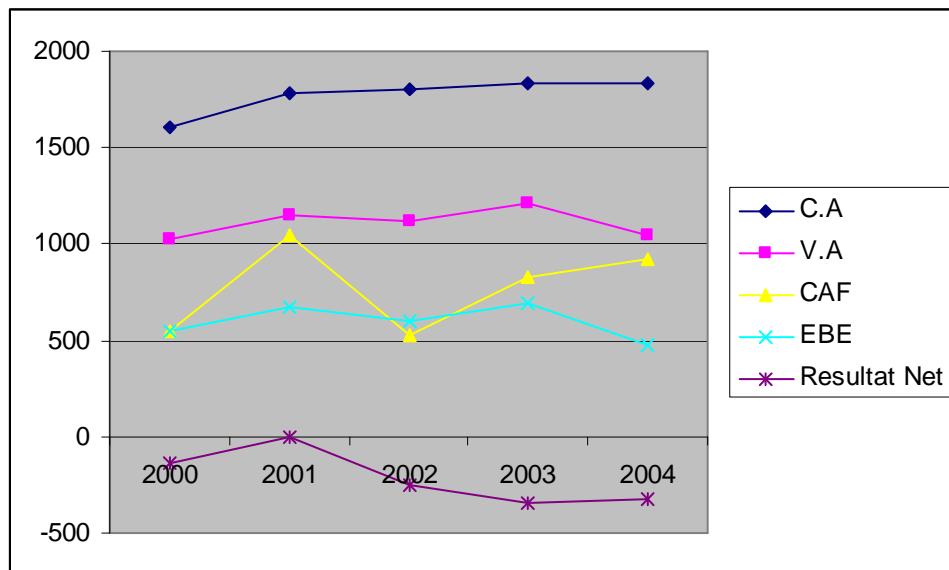
3. La capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement (CAF) et l'excédent brut d'exploitation (EBE) de l'ONED restent insatisfaisants par rapport à la taille de cet établissement. Pour cette année 2004 la CAF enregistre une croissance de 10,3% en passant effectivement de 83 millions à 917 millions de 2003 à 2004 mais loin derrière son niveau de croissance de l'année 2001 avec une croissance 96,6% (en passant de 548 millions à 1050 entre 2000 et 2001). Ce niveau peu avouable de la CAF n'est rien d'autre que l'expression du poste « Dotations aux Amortissement et Provisions » qui s'est toujours maintenu à un niveau très élevé. Par ailleurs l'EBE après avoir connut une croissance de 17% 2003, l'exercice de cette année 2004 fait observé une baisse considérable de 32,2% en passant de 696 à 472 millions en 2003-2004.

4. le résultat net

Quant au Résultat Net de cet Etablissement, il reste sur tout la période 2000-2004 déficitaire en enregistrant successivement -136 millions en 2000, -3 millions en 2001, -250 millions en 2002, -330 millions en 2003, -324 millions

en 2004. La mauvaise performance de cet indicateur conduira cet établissement à compromettre la continuité de son activité par la stratégie unilatérale de recours à l'endettement.



Conclusion

L'ONED se présente par un niveau de rendement médiocre sur son exploitation, caractérisé par :

- Un résultat net négatif sur toute la période 2000-2004
- Une valeur ajoutée et un excédent brut d'exploitation assez faible.
- Une capacité d'autofinancement insuffisante.

L'Aéroport International de Djibouti (AID)

En millions FD

Année	C.A	V.A	Frais de pers.	Ratio frais pers./VA	E.B.E	CAF	Résultat net
2000	888	562	541	96,2%	21	-39	-503
2001	914	592	546	92,2%	46	-14	-263
2002	1399	991	594	60%	398	320	-286
2003	1690	1146	594	51,8%	552	-79	-370
2004	1648	1098	748	68%	350	37	-331

1. Le chiffre d'affaire

Depuis son transfert de gestion à Dubaï Port International en 2000, l'Aéroport a vu son chiffre d'affaire considérablement augmenté sur la période 2000-2004 avec une croissance 85,6% en passant de 888 millions en 2000 à 1648 millions en 2004. par contre pour cet exercice 2004, le chiffre d'affaire a légèrement régressé soit une baisse de l'ordre 2,5% en passant de 1690 millions en 2003 à 1648 millions en 2004.

2. La valeur ajoutée

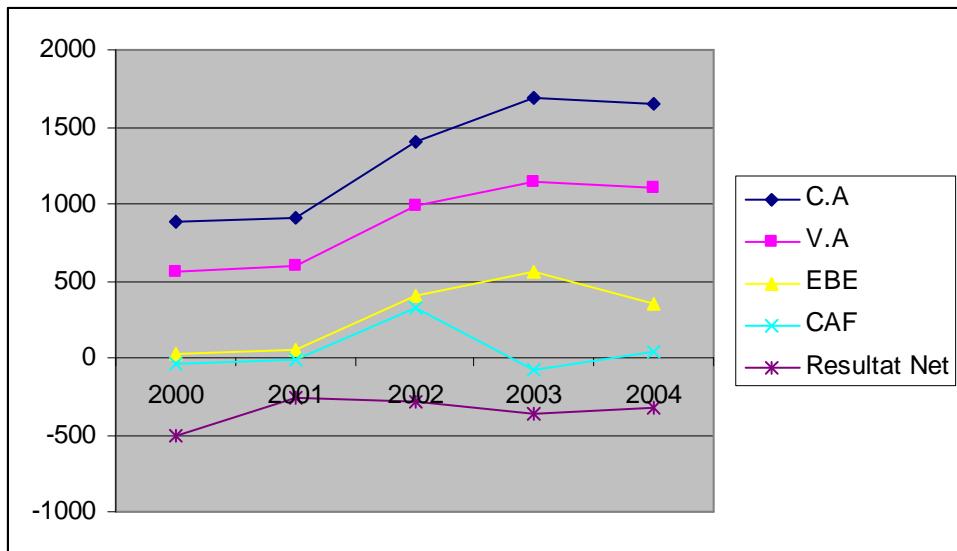
La richesse générée quant à elle s'aligne sur cette même tendance en cette année 2004, soit une baisse voisine de l'ordre de 4,2% en passant de 1146 millions en 2003 à 1098 millions en 2004.

3. La capacité d'autofinancement

La performance affichée par la capacité d'autofinancement (CAF) et l'excédent brut d'exploitation (EBE) de l'Aéroport reste faible par rapport à la taille de cet établissement. Sur la période 2000-2004, l'EBE a pour une fois atteint la barre des 550 millions en 2003 avant de redescendre à 350 millions en 2004. A l'exception de l'année 2002, la capacité d'autofinancement fut quant à elle négative sur toute la période 2000-2004.

4. Le résultat net

Le Résultat Net de l'AID témoigne également de la mauvaise performance cet établissement malgré sa gestion privatisée, de dégager une marge positive. Il reste sur toute la période 2000-2004 déficitaire en enregistrant successivement -503 millions en 2000, -263 millions en 2001, -286 millions en 2002, -370 millions en 2003, et -331 millions en 2004. La mauvaise performance de cet indicateur conduira cet établissement à compromettre la continuité de son activité par la stratégie de recours à l'endettement.



Conclusion

L'Aéroport International de Djibouti (AID) au même titre que l'ONED illustre un niveau insatisfaisant de rendement d'exploitation caractérisé par :

- Un résultat net négatif sur toute la période 2000-2004.
- Une valeur ajoutée et un excédent brut d'exploitation assez faible.
- Une capacité d'autofinancement insuffisante et très souvent négative.

Cependant, au niveau de son patrimoine, un équilibre sur sa structure financière se distingue car son Fonds de Roulement et sa Trésorerie nette sont satisfaisants et excédentaires.

Tableau récapitulatif du Dynamisme et Performance des Etablissements publics de 1999 à 2004

En millions FD

	1999	2000	2001	2002	2003	2004
PAID (Port)						
Chiffre d'affaire	6356	6790	7959	8455	11500	11084
Valeur ajoutée	5149	5367	6080	6296	8079	6520
Salaire	1932	2232	2342	2573	2749	2914
Impôt et Taxe	492	765	476	476	682	715
Résultat Net	1154	214	1597	1271	2055	1730
EDD (Électricité)						
Chiffre d'affaire	6330	7463	8026	8920	9030	9626
Valeur ajoutée	2027	2990	3805	4201	3955	3566
Salaire	1694	1825	1862	1900	1762	1662
Impôt et Taxe	1241	1034	899	994	1368	1261
Résultat Net	-560	061	39	307	324	-226
AID (Aéroport)						
Chiffre d'affaire	972	888	914	1399	1690	1648
Valeur ajoutée	668	562	592	993	1146	1098
Salaire	617	541	546	594	594	748
Impôt et Taxe	87	88	89	79	75	60
Résultat Net	-207	-503	-263	-286	-370	-331

Djibouti Télécom

Chiffre d'affaire	néant	4588	4626	6164	6049	7205
Valeur ajoutée	néant	3717	3398	4706	4150	4930
Salaire	néant	1114	1178	1396	1349	1541
Impôt et Taxe	néant	415	299	531	48	320
Résultat Net	néant	1000	675	1592	119	1043

ONED (Eau)

Chiffre d'affaire	1510	1605	1786	1808	1832	1836
Valeur ajoutée	1057	1029	1249	1119	1207	1050
Salaire	474	477	480	525	511	578
Impôt et Taxe	50	55	70	87	44	43
Résultat Net	-160	-136	-3	-250	-330	-324

CADRAGE MACROECONOMIQUE

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

I- Secteur réel

Tableau 1 : Valeur ajoutée par secteur d'activité

En millions FD

	2000	2001	2002	2003	2004*	2005**
Produit intérieur brut au prix de facteurs	58 771	60 538	61 492	62 688	64 823	69017
Agriculture, pêche, sylviculture	2078	2140	2204	2270	2372	2479
Industries extractives	308	392	367	290	116	120
Industries manufacturières	1531	1578	1627	1678	1745	1823
Eau et Electricité	3173	3347	3531	3701	3880	4035
Bâtiments et travaux publics	3988	4148	4314	4486	5114	5 728
Commerce et tourisme	9265	9589	9934	10292	10 937	11 374
Banque et assurances	7795	8040	8289	8546	8845	9155
Transport et télécommunications	16396	16877	17359	17 862	17 683	18 302
Autres services	1146	1178	1213	1250	1287	1326
Services non-marchands	13093	13250	12653	12314	12 843	12 390
Droits et taxes à l'importation	12417	11918	13091	14796	15342	16462
PIB nominal au prix courant	98 267	101 731	105 055	110 550	117 380	124 770
PIB réel au prix courant	67 335	68 503	70 297	72 546	74 699	77 089
Taux de croissance	0,4 %	2,0 %	2,6 %	3,2 %	3,1 %	3,2 %

Source : Direction de l'économie

*estimation

** Prévision

II- Finances publiques

Tableau 2: Tableau des opérations financières et Economiques de l'Etat

En millions FD

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Recettes et dons	29 429	30 467	28 751	30 947	37 962	42 080	43 454
Recettes	22 362	23 969	23 679	24 720	31 220	33 987	35 671
Dons	7 067	6 498	5 072	6 227	6 742	8 093	7 783
Recettes en % du PIB	23,5	24,4	23,3	23,5	28,3	28,8	28,6
Dépenses totales	31 490	32 204	29 829	34 660	40 490	44 509	44 878
Dép. de fonctionnement	28 575	29 564	27 401	30 740	34 061	34 900	33 716
Dép. de fonct % en du PIB	30,0	30,1	27,0	29,2	31,0	29,3	27,0
Personnel	14 694	14 609	14 801	14 721	15 819	16 291	17 012
Biens et services	6 463	5 991	4 838	6 544	7 992	8 704	6 553
Intérêts	499	463	263	239	389	403	512
Transfert et subvention.	3 195	3 762	3 156	4 080	4 903	5 267	5 039
Dép. d'Investissement	2 915	2 640	2 428	3 920	6 429	9 692	11 162
Dép. d'invés en % du PIB	3,1	2,7	2,4	3,7	5,8	8,25	9,0
Solde base engagement	-2061	-1 737	-1 078	-3 713	-2 528	-2 129	-1 424
Solde base caisse	-789	-749	-2060	- 4 407	-5 558	-3 771	-3 450

Source : CAPAS, direction de l'économie

III- Balance des paiements

Tableau 3 : Balance des transactions courantes

(En millions de FD)

	2000	2001	2002	2003	2004*	2005**
Exportations des biens (1)	13 421	13 475	14 685	15 817	6 042	6 398
Importations fa b (2)	48 113	46 832	51 015	60 105	48 909	51 148
<i>dont mise à la consommation directe</i>	36 561	36 134	39 320	47 771	32 381	33 376
Balance commerciale (1) - (2)	-34 692	-33 357	-36 330	-44 288	-42 867	-44 750
Services et revenus	18 156	21 858	21 965	28 098	34 193	37 001
Transfert sans contrepartie	9 452	5 821	7 227	7749	8 051	7 005
Compte du capital	5 465	1 816	6212	10 610	3 092	6 451
Balance des services non facteurs	-16 536	-11 499	-14 365	-16 190	-8 674	-7 749
Balance des Transactions Courantes (dons inclus)	-1 619	-3 862	-926	+2 160	+2 469	+5 707

Source : Banque centrale,
 * : estimation ** Prévision

IV- Dette extérieure

Tableau 4 : Encours de la dette extérieure publique (taux de change du : 31/12/2005)

	(En millions de FD)					
	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Dette de l'Etat et des Ets.publics	47 879	46 756	57 761	66 994	72 682	67 632
EXTERIEURE AVALISEE	19 975	20 601	20 528	22 749	24 456	22 089
Bilatérale	12 360	12 695	12 319	13 141	12 648	10 938
Multilatérale	7 615	7 906	8 209	9 608	11 808	11 151
EXTERIEURE DIRECTE	27 904	26 234	34 233	42 014	46 430	44 043
Bilatérale	4 912	4 098	4 655	4 959	5 128	5 610
Multilatérale	22 992	22 136	29 578	37 055	41 302	38 433
Ratios de vulnérabilité fiscale						
Dettes totales en % PIB	49	46	52	61	62	54
Service de la dette en % des Exportations	7	8,52	8,7	9,5	9,9	9,8
Service de dette en % des recettes totales (hors dons)	12,5	13,7	14,3	13,4	12,6	12

Source : Direction du financement extérieur, direction de l'économie

V- Situation Monétaire

Tableau 5 : Evolution des contreparties de la masse monétaire

	(En millions de FD)					
	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Avoirs extérieurs nets	29 950	38 417	47 269	59 952	71 101	79 605
- Banque centrale	9 351	9 430	10 238	13 780	12 290	11 241
- Banques commerciales	20 599	28 987	37 031	46 172	58 811	68 364
Avoirs intérieurs nets	22 658	18 152	18 168	17 105	21 572	23 024
- Crédit net l'Etat	2 402	2 916	4 537	9 662	10 277	10 009
- Crédits à l'économie	32 954	28 656	27 003	26 226	26 193	26 449
- Autres postes nets	-12 698	-13 320	-13 372	-13 966	-14 901	-13 434
Total de la Masse Monétaire	52 608	56 669	65 437	77 057	92 673	102 629

Source : Banque centrale de Djibouti

**PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS SOUMIS AU
BAILLEURS ARABES**

POUR LA PERIODE 2007- 2010

Bailleurs	secteurs	Montants US D	Prévisions de tirages		
			2007	2008	2009
FADES/FSD	Education	23 000 000	0	6 000 000	13 000 000
BID	Santé	6 600 000	500 000	2 500 000	2 600 000
KWD/FADES	Habitat Social	75 000 000	5 000 000	30 000 000	35 000 000
KWD/FADES/BID	Energie	47 600 000	0	25 000 000	15 000 000
FADES/KWD/FSD	Eau	65 000 000	5 000 000	27 000 000	15 000 000
FADES/KWD/FSD	Assainissement	49 400 000	5 000 000	20 000 000	20 000 000
BID/KWD/FSD	Routes	55 100 000	5 000 000	10 000 000	25 000 000
BID	Elevage	4 700 000	700 000	1 500 000	1 500 000
KWD	Fonds Economique	10 000 000	0	0	5 000 000
FSD/FADES	Lac Assal	28 000 000	0	6 000 000	12 000 000
	Total en USD	364 400 000	21 200 000	128 000 000	144 100 000
	Total en FD	64 761 532 400	3 767 685 200	22 748 288 000	25 609 596 100